

PEAAD

Bulletin



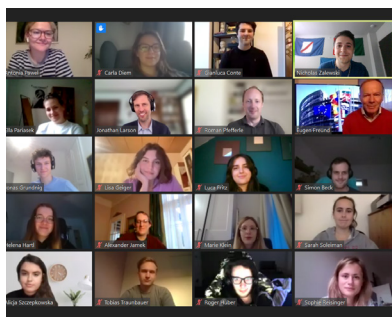
76 · Septembre 2021

Association des Anciens Députés au Parlement Européen

www.formermembers.eu



GÉNÉRATION FUTURE



Activités de l'AAD

Programme "PE au Campus"

Page 16



Activités de l'AAD

Visite sous la présidence de l'UE

Page 22

DANS CE NUMÉRO

03 Mot du Président

04 Parlement européen au travail

06 Lettre au président

ACTUALITÉ

07 Vers des élections véritablement européennes
(Jo Leinen)

09 Comment l'union Européenne doit se positionner à l'ère de la mondialisation
(Manuel Porto)

10 L'élargissement aux Balkans occidentaux est une priorité géopolitique
(John Howarth)

11 Malawi: des groupes de mères épaulent des écolières
(Karin Junker)

12 Salvador de Madariaga et le Collège d'Europe
(Carles A. Gasòliba)

13 L'usage des statistiques à la Fondation des services d'assistance sociale
(Claudette Abela Baldacchino)

ACTIVITÉS DE L'AAD

15 Coopération avec l'IUE

16 Programme PE au Campus

22 Visite sous la présidence de l'UE

26 Coopération avec la MHE

DÉPÊCHES

27 Événements à venir

27 Nouveaux membres

28 AAD au travail

IN MEMORIAM

29 In memoriam

FOCUS

31 Genre et NextGenerationEU
(Monica Baldi)

32 Réinventer l'Europe:
Impliquer la jeune génération

est essentiel pour l'avenir
(Erika Widegren & Luca De Biase)

34 La COVID-19 risque de créer une nouvelle génération de jeunes laissés pour compte
(Guntram B. Wolff & Monika Grzegorczyk)

36 Reproduction - UE: le principe des "cinq pommes de terre"
(Edit Herczog)

38 Ce filet qui nous soutient et qui représente mon avenir
(Brigitte Langenhagen)

39 Comment les jeunes perçoivent-ils l'UE?
(Guiomar Gutiérrez Pascual)

41 Pourquoi il faut tenir compte des préoccupations des jeunes lors de la Conférence
(Leonie Martin)

APPEL À CONTRIBUTION:

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de Rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison du long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés.

Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

COMITÉ DE REDACTION

Brigitte LANGENHAGEN
Jean-Pierre AUDY
Monica BALDI
Edward McMILLAN-SCOTT
Teresa RIERA MADURELL

PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK
Liseth BRAVO
Valeh NASIRI
Magali HUBERS

CONTACTS

formermembers@europarl.europa.eu
Tél.+ 32(0)2 284 07 03
Fax.+32(0)2 284 09 89



MOT DU PRÉSIDENT

Chers membres,

Après une année de reprise difficile, le numéro de septembre entend mettre l'accent sur les jeunes, dont le regard sur la vie peut nous apprendre beaucoup de choses mais eux peuvent également s'inspirer de notre expérience pour nous donner les moyens de forger, ensemble, une Europe plus forte et à l'écoute de chacun. La génération de demain et le budget de l'UE qui lui sont consacrés, la dimension de genre, l'emploi et la précarité des jeunes seront les grands thèmes de la rubrique «Focus». Vous y trouverez entre autres quatre articles rédigés par plusieurs de nos membres sur l'Union européenne au lendemain du Brexit, sur la loi électorale.

Après la pause estivale, l'AAD poursuivra ses activités cet automne avec l'envoi d'une délégation en Slovénie dans le cadre de la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne. Son slogan «Ensemble. Résiliente. Europe» est porteur d'espoir et traduit la volonté de renforcer l'UE dans le domaine de la santé, de l'économie, de l'énergie, le changement climatique et de la cybercriminalité. Je me réjouis à l'idée d'échanger sur ses grands enjeux politiques. Face à la tragédie en Afghanistan la politique européenne doit prendre des mesures. Des réflexions approfondies seront publiées dans la prochaine édition du Bulletin.

La cinquième édition du «Librorum» aura lieu le 20 octobre 2021. Nous y présenterons «Start Up Europe», un livre de Zofija Mazej Kukovič qui se fait l'écho d'un débat ouvert par Brigitte Langenhagen et présidé par Michael Hindley, tous deux membres du conseil d'administration de l'AAD. Ce livre saura intéresser les députés

européens, anciens ou en exercice, pas insensibles aux questions sur la santé, les sciences, l'environnement, la dimension de genre et le développement abordées par Mme Kukovič.

En novembre, je présiderai la visite d'une délégation de l'AAD en Moldavie. De plus amples informations seront bientôt disponibles par courriel ainsi que sur le site internet de l'AAD. Nous terminerons la célébration de cette année par une manifestation de deux jours au Parlement européen et à la Maison de l'histoire européenne, si la situation sanitaire le permet.

Le 7 décembre 2021, vous êtes cordialement invités à vous joindre à la commissaire chargée de l'innovation, de la recherche, de la culture, de l'éducation et de la jeunesse, Mariya Gabriel, à la rectrice du Collège d'Europe, Federica Mogherini, et à plusieurs éminents professeurs pour célébrer le 15e anniversaire du programme «PE au campus», puis pour participer la cérémonie de clôture du 20e anniversaire de l'AAD. Le 8 décembre 2021, les manifestations organisées par l'AAD s'achèveront par la manifestation «Ensemble pour l'avenir de l'Europe» qui se concentrera sur la stratégie de transition verte de l'UE et qui sera organisée avec le soutien des principales fondations politiques européennes et de l'Institut universitaire européen, qui apportera son regard d'expert.

Cette année, près de 40 manifestations ont été organisées au titre du programme «PE au campus». Grâce à votre dévouement et à votre engagement personnel nous avons réussi à exploiter pleinement les possibilités de l'enseignement numérique pour expliquer aux étudiants du monde

entier le mode de fonctionnement du Parlement et aborder des sujets tels que le Brexit, le pacte vert pour l'Europe et la protection des consommateurs. Ce numéro revient également sur le déplacement virtuel de l'AAD au Portugal les 24 et 25 juin 2021 à l'occasion de la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne. Nous avons eu le plaisir de visualiser un message vidéo du président portugais, Marcelo Rebelo de Sousa, et de rencontrer des représentants du parlement et du gouvernement pour débattre d'importantes questions politiques, économiques et sociales, telles que la reprise économique après la pandémie de COVID-19, l'inclusion sociale, la migration, la santé ainsi que les transitions verte et numérique. Nous avons également participé à une visite virtuelle interactive du centre de recherche scientifique Ciência Viva et avons rencontré des représentants de la Fondation Calouste Gulbenkian, qui en misant sur l'art, les sciences, l'éducation et les activités caritatives, œuvre pour améliorer la qualité de vie de la population.

Je voudrais remercier tous ceux qui ont contribué à ce numéro de septembre ainsi qu'au succès des activités de l'AAD.

J'espère que nous pourrons nous réunir en présentiel dans un proche avenir et que j'aurai le plaisir d'accueillir chacun d'entre vous à Bruxelles lors des manifestations prévues en décembre.

Meilleures salutations,

Hans-Gert Pötering
Président de l'AAD

Dossiers clés

Les députés ont approuvé un nouveau Fonds social pour soutenir les jeunes et les plus démunis.

(Session de juin - P9_TA(2021)0272)

Le Fonds social européen+, doté d'un budget total de 88 milliards d'euros, jouera un rôle important dans la mise en œuvre du plan d'action sur le pilier européen des droits sociaux et dans la lutte contre les effets socio-économiques de la pandémie.

Le Parlement a adopté la résolution "Stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 : ramener la nature dans nos vies".

(Session de juin - P9_TA(2021)0277).

Un "accord de Paris" pour la biodiversité et une loi européenne sur la biodiversité sont nécessaires pour garantir que les écosystèmes soient restaurés, résilients et protégés de manière adéquate d'ici 2050.

Les députés ont adopté des fonds plus écologiques pour le développement et la

coopération régionale.

(Session de juin - P9_TA(2021)0300)

Trois fonds européens ont été adoptés pour renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale de l'UE avec un total de 243 milliards d'euros. Le "paquet cohésion" comprend l'objectif de coopération territoriale européenne (Interreg), le Fonds européen de développement régional et le Fonds de cohésion, ainsi que le règlement sur les dispositions communes.

Les députés ont confirmé l'accord sur la neutralité climatique d'ici 2050.

(Session de juin - P9_TA(2021)0309)

La nouvelle loi européenne sur le climat porte l'objectif de réduction des émissions de l'UE en 2030 de 40 % à au moins 55 %. Avec la contribution de nouveaux puits de carbone, cet objectif pourrait être porté à 57 %.

Le Parlement a adopté le fonds pour la pêche et l'aquaculture 2021-2027 pour soutenir l'économie bleue, protéger la biodiversité et promouvoir la

gouvernance internationale des océans

(Session de juillet - P9_TA(2021)0325)

6,1 milliards d'euros seront alloués au nouveau Fonds européen pour la mer, la pêche et l'aquaculture (FEAMP), qui encourage les États membres à investir pour rendre les secteurs de la pêche et de l'aquaculture plus compétitifs et aider à développer une économie bleue durable, de nouveaux marchés et de nouvelles technologies. La protection et la restauration de la biodiversité figurent également parmi les priorités du fonds.

Le Parlement européen a adopté deux fonds pour les politiques d'asile et de frontières.

(Session de juillet - P9_TA(2021)0326)

Le Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration 2021-2027 (9,88 milliards d'euros) renforcera la politique d'asile commune de l'UE, développera la migration légale en fonction des besoins des États membres, soutiendra l'intégration des ressortissants de pays tiers et contribuera à la lutte contre la migration irrégulière. Cet argent devrait également servir à pousser les États membres à partager plus équitablement la responsabilité de l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile dans toute l'UE.

Afghanistan : Déclaration du Haut Représentant de l'UE, Josep Borrell



[...] L'UE souligne l'importance primordiale de la sûreté et de la sécurité de tous les citoyens de l'UE en Afghanistan, ainsi que du personnel local travaillant pour l'UE ou les États membres.

[...] L'UE appelle à la cessation immédiate de toute violence, au rétablissement de la sécurité et de l'ordre public et à la protection et au respect de la vie civile, de la dignité et des biens dans l'ensemble de l'Afghanistan. À cet égard, l'UE se déclare vivement préoccupée par les informations faisant état de violations graves des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits dans les différentes régions d'Afghanistan.

[...] L'UE entend poursuivre son soutien au peuple afghan ainsi qu'à la démocratie, à la bonne gouvernance, aux droits de l'homme et au développement social et économique dans le pays, y compris ses efforts visant à prévenir et à gérer les risques associés à un Afghanistan instable en conflit perpétuel, source d'instabilité régionale, de trafic de drogue et de migrations irrégulières incontrôlées.

[...] Toutefois, la coopération avec tout gouvernement afghan futur sera subordonnée à un règlement pacifique et inclusif et au respect des droits fondamentaux de tous les Afghans, y compris les femmes, les jeunes et les minorités, ainsi qu'au respect des obligations internationales de l'Afghanistan, à l'engagement à lutter contre la corruption et à la prévention de l'utilisation du territoire afghan par des organisations terroristes.

Les autres principaux dossiers discutés lors des sessions plénières étaient:

08.06.21

Les députés ont approuvé la demande de la Belgique, de la Finlande, de l'Allemagne et des Pays-Bas pour un soutien du **Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)** afin d'aider les travailleurs licenciés à retrouver un emploi.

Les députés ont adopté le paquet de **certificats numériques COVID** de l'UE pour faciliter les voyages au sein de l'UE et contribuer à la reprise économique.

10.06.21

Les députés ont demandé la levée temporaire de la **protection des droits de propriété intellectuelle pour les vaccins COVID-19**, afin d'accélérer le déploiement mondial des vaccins.

Les députés ont demandé à la Commission d'agir rapidement dans l'application du **règlement sur la conditionnalité des lois**.

Les députés demandent un **renforcement des normes de cybersécurité de l'UE** pour les appareils connectés, les applications et les systèmes d'exploitation, dans le contexte des récentes cyberattaques contre des infrastructures critiques dans l'UE.

Les députés ont approuvé l'appel des citoyens de l'UE à mettre fin progressivement à l'**élevage en cage**, peut-être déjà en 2027.

24.06.21

Les députés ont invité les États membres à protéger et à renforcer la santé et les **droits sexuels et reproductifs des femmes**.

Les députés ont adopté un rapport soutenant l'**intégration de la Bosnie-Herzégovine** dans l'Union européenne.

06.07.21

Les députés ont approuvé un règlement temporaire qui permet aux fournisseurs de services en ligne de continuer à **lutter contre le matériel pédopornographique en ligne** sur une base volontaire.

07.07.21

Le Parlement a adopté le programme actualisé du **mécanisme "Connecter l'Europe"** et a débloqué de nouveaux fonds pour des projets dans les domaines du transport, du numérique et de l'énergie pour la période 2021-2027

Les députés regrettent que la Commission ait décidé de se conformer aux conclusions non contraignantes du Conseil européen de décembre 2020 et de retarder l'application du règlement sur la **conditionnalité budgétaire** en élaborant des lignes directrices d'application.

Le Parlement a adopté une résolution saluant le régime mondial de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme, tout en demandant que la **corruption soit incluse comme une infraction punissable**.

08.07.21

Le Parlement a adopté sa position pour les négociations avec le Conseil sur l'**extension du mandat de l'Agence européenne des médicaments** et le renforcement de son rôle.

Les députés ont souligné l'urgence pour les parties négociant dans le cadre de la **Commission sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR)** de parvenir à un accord.

Le Parlement "condamne dans les termes les plus forts possibles" la récente **législation anti-LGBTIQ** et dénonce l'attitude de l'UE.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site : <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>



LETTRE AU PRÉSIDENT

“

Chèr Président,

J'ai occupé différentes fonctions au Parlement depuis 1979, et c'est à mon grand regret que le Royaume-Uni a voté en faveur de la sortie de l'Union européenne. L'Europe n'a pas d'avenir sans coopération et sans unité. S'il y a une chose dont je suis devenu et reste absolument convaincu, c'est que l'Union européenne doit évoluer et surmonter l'adversité. L'Europe n'a pas d'avenir sans l'Union. Tout ce qui arriverait, c'est que nous en reviendrions aux divisions des années 1930 et d'avant, lorsque nous étions toujours à nous battre, et nous savons tous comment ça s'est terminé. Il n'y a pas de véritable avenir en dehors de l'Union européenne, et la Grande-Bretagne va s'en rendre compte. Malheureusement, elle va s'en rendre compte de l'extérieur.

Je viens en réalité d'un milieu plutôt apolitique. Personne ne faisait de la politique dans ma famille. Je n'aurais probablement pas été un homme politique si, en raison d'un contexte familial malheureux, je n'avais été placé dans un foyer pour enfants et je n'étais tombé sous l'influence – même si je

ne les ai jamais rejoints – du parti politique connu sous le nom de Parti communiste de Grande-Bretagne, le CPGB, et du mouvement syndical, que j'ai fréquenté bien avant de me lancer vraiment dans la politique. Ce que j'ai appris grâce à eux, c'est que la plupart des personnes qui sont engagées en politique essaient de faire le bien. Leur couleur politique n'a pas vraiment d'importance – et il y a certainement des exceptions – mais la plupart des gens qui sont entrés en politique l'ont fait parce qu'ils pensaient pouvoir améliorer les choses dans le monde.

Je n'ai jamais vraiment trouvé ma place au sein du Parti travailliste. Les gens me disaient: «Alors pourquoi êtes-vous ici? Vous n'êtes pas du tout travailliste. Vous devriez être au parti conservateur.» Mais les Conservateurs disaient: «Eh bien, je pense que votre place est plutôt au Parti travailliste». J'ai passé 25 ans au Parlement européen. Bien que théoriquement membre d'un parti, j'ai été largement indépendant parce qu'aucun parti auquel j'ai appartenu ne m'a jamais demandé ce que je faisais. Le pays a toujours

souffert d'une absence de vocation européenne, et ce pendant de nombreuses années sous les différents gouvernements. Enfin, j'aimerais ajouter qu'après mon départ du Parlement,

David Cameron, dans l'un des exemples les plus inspirés de leadership, a décidé de m'embaucher pour que je fasse partie de son équipe. J'étais son conseiller syndical. L'une des choses que j'ai apprises, c'est que les dirigeants politiques sont soumis à une pression énorme. Les personnes qui jouent un rôle de chef de file en politique sont les véritables héros de la démocratie. Ce sont eux qui méritent le plus nos remerciements.

Je vais souvent m'exprimer dans les écoles. Je dis deux choses aux élèves: la première, c'est que si j'ai pu arriver jusqu'à la Chambre des lords, chacun d'entre eux le peut aussi. Il y a une part de chance, c'est sûr. Et il ne faut pas ménager sa peine et agir. Mais tout le monde peut devenir membre de la Chambre des lords. Étonnamment, on y trouve une grande variété de personnes. La deuxième chose que je leur dis à chaque fois est la suivante: vous pouvez regretter ce que vous avez fait hier, mais vous pouvez influencer ce que vous ferez demain. Ne vivez pas dans le passé, ce sont les gens tristes qui vivent dans le passé; les gens courageux vivent dans l'avenir. Regardez toujours vers l'avant, regardez toujours vers demain. Monsieur le Président, je vous remercie.

Lord Richard Balfé

Royaume-Uni
PPE-ED (2002-2004)
PES (1979-2002)

richard.balfé111@gmail.com



Lord Richard Balfé et le président Hans-Gert Pötering lors de l'assemblée générale annuelle

Vers des élections véritablement européennes

Le Parlement européen examine la réforme de la loi électorale de l'Union

Depuis plus de 40 ans, nous avons la chance d'avoir des élections au suffrage direct au Parlement européen. Néanmoins, il ne s'agit toujours pas d'élections véritablement européennes. En 1976, lors de la présidence italienne, le sommet européen décide de mettre en place des élections au suffrage direct. Il s'engage dans le même temps à harmoniser les procédures des élections européennes. La loi électorale de 1978, censée être une exception plutôt qu'une règle, a permis la tenue des premières élections l'année suivante selon le régime électoral en vigueur dans chaque pays et influence encore aujourd'hui le déroulement des élections. On assiste toujours à 27 campagnes électorales nationales, avec 27 listes de candidats nationaux, et à la désignation de représentants

parlementaires selon différentes règles nationales. Cette situation présente de grands inconvénients: les campagnes portent souvent sur des problématiques nationales controversées, opposant les partis d'opposition aux partis au pouvoir, l'Europe n'est que peu mentionnée et les campagnes manquent d'entrain. Les citoyens ne considèrent pas les élections européennes comme des élections sérieuses et importantes, mais plutôt comme des élections de second ordre.

Au cours de la dernière législature, et dans le cadre de mes fonctions de corapporteur avec Danuta Hübner, j'ai vu le Parlement innover et apporter des améliorations avec un certain succès. La nouvelle loi électorale exige une répartition paritaire des sièges parlementaires entre hommes et femmes,

envoyant ainsi un message fort aux partis politiques et les poussant à dresser des listes équilibrées. Cependant, il n'y a pas eu de majorité pour des règles plus précises concernant par exemple un système reposant sur les codes postaux. Nous avons défini des délais raisonnables de publication des listes électorales et des listes de candidats dans les États membres, ce qui n'a été fait parfois que très peu de temps avant les élections: il n'a donc pas été possible d'organiser des débats avec les citoyens de l'Union sur les multiples sujets européens. Cependant, nous sommes aussi parvenus à rendre les élections européennes plus inclusives. La nouvelle loi électorale autorise les citoyens de l'Union à voter dans les ambassades et les consulats du monde entier s'ils sont à l'étranger le jour du scrutin. Les États membres sont désormais

tenus d'autoriser le vote par correspondance et incités à préparer la mise en place du vote électronique, à l'instar de l'Estonie, ainsi qu'à envisager d'abaisser la majorité électorale à 16 ans, comme en Autriche.

Dans la démocratie



© Union Européenne 2019 - Source : PE

parlementaire, les partis politiques sont indispensables pour représenter les différents intérêts et opinions des citoyens lors des élections. La nouvelle loi électorale a été conçue pour que les partis européens aient un rôle plus visible et plus important. Les logos de ces partis et groupements européens devraient apparaître sur le matériel de campagne et sur les bulletins de vote. Les citoyens pourraient être davantage sensibilisés à l'influence de leur vote sur l'orientation politique du Parlement élu. Cependant, aucune de ces améliorations n'apporte de solution au problème principal. En effet, bien qu'elles se veuillent européennes, ces élections restent de simples joutes nationales pour l'obtention de sièges au Parlement européen. Je tiens donc à saluer l'engagement de ce dernier à opérer un véritable changement lors des prochaines élections, en 2024, en intégrant une composante

transnationale. La mise en place d'une circonscription électorale commune et de listes européennes changerait la donne à bien des égards. Cela permettrait aux partis politiques européens de trouver enfin leur place et leur raison d'être sur la scène politique. Ils pourraient décider d'une liste transnationale de candidats et se mesurer à l'ensemble des partis politiques de l'Union. Cela stimulerait et dynamiserait le débat politique européen et contribuerait à développer la sphère publique européenne. Les discussions gauche-droite sur les meilleurs concepts et idées créeraient une nouvelle dynamique et susciteraient l'intérêt d'une plus grande partie de la population.

Chaque liste européenne comprendrait un candidat tête de liste, proposé par le groupe politique pour présider la Commission. Les profils et les

programmes des têtes de liste seraient plus largement couverts par les médias, bien en amont des élections. Nous avons maintenant une occasion unique de mettre en place les listes européennes: en raison du Brexit, un nombre considérable de sièges est vacant. Les États membres n'ont pas à redouter de devoir céder un siège parlementaire. Un système intelligent devrait garantir une représentation équilibrée des candidats de chaque pays, indépendamment de sa taille ou de la date de son adhésion. L'eupéanisation de ces élections sera bénéfique pour les citoyens de l'Union et la démocratie européenne. Les citoyens disposeraient de deux voix, une pour leur candidat national et une autre pour la liste européenne de leur choix, et les débats transnationaux permettraient de déterminer comment mieux œuvrer pour le bien commun au niveau européen. J'espère de tout cœur qu'un grand changement sera opéré en 2022, peut-être grâce aux propositions de la conférence sur l'avenir de l'Europe.

Jo Leinen

S&D, Allemagne (1999-2019)
jo@joleinen.de

"Bien qu'elles se veuillent européennes, ces élections restent de simples joutes nationales pour l'obtention de sièges au Parlement européen.. [...] Je tiens donc à saluer l'engagement de ce dernier à opérer un véritable changement lors des prochaines élections, en 2024, en intégrant une composante transnationale. La mise en place d'une circonscription électorale commune et de listes européennes changerait la donne à bien des égards. "

Comment l'union Européenne doit se positionner à l'ère de la mondialisation

Le 21^e siècle verra s'affirmer un nouveau monde multipolaire dans lequel la triade formée par l'Europe, les États-Unis et, dans une certaine mesure, le Japon continuera à jouer un rôle économique important, mais dans lequel d'autres grandes puissances entreront en jeu: les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et d'autres pays émergents.

La croissance de ces économies, en particulier de la Chine, qui constitue une redoutable concurrente pour l'Europe, pourrait encourager certains pays à adopter une politique protectionniste, dans la lignée de celle menée par l'ancien président américain Donald Trump et défendue par certains hommes politiques européens.

L'Union européenne a privilégié une politique économique d'ouverture au fil des ans, avec de bons résultats à la clé. Comme le reconnaissent la stratégie Europe 2020 ainsi que d'autres documents et études, «l'UE a prospéré grâce au commerce, en exportant dans le monde entier et en important des matières premières comme des produits finis».



Grâce à cette stratégie, l'Union endosse un rôle important en contribuant au développement d'autres territoires, notamment par les exportations vers les pays voisins. Une économie aussi ouverte peut certes engendrer des difficultés considérables, mais l'Union et la zone euro en particulier n'en affichent pas moins, et de loin, la balance des opérations courantes la plus excédentaire au monde, et ce malgré certaines conditions de concurrence défavorables, telles que le coût élevé de la main-d'œuvre.

Comme cela a été souligné lors d'un sommet du Conseil européen qui s'est tenu en mai à Porto sous la présidence portugaise, l'Union a un rôle important à jouer pour démontrer qu'il est possible d'être compétitif au niveau mondial sans négliger les enjeux sociaux, délicats mais cruciaux.

Le succès de l'Union dans une économie mondiale ouverte dépend largement de la vigueur de son marché. Les récentes publications de la Commission et la stratégie Europe 2020 insistent clairement sur ce point, en affirmant qu'«un marché unique plus solide, plus approfondi et plus étendu est essentiel pour la croissance et la création d'emplois».

La création et l'élargissement du marché unique profitent directement aux citoyens et à l'économie européens, mais aussi aux entrepreneurs d'autres régions du monde qui exercent leurs activités au sein de l'Union. Cette dernière présente entre

autres atouts l'ouverture des frontières entre les États membres et l'harmonisation des exigences techniques. Par ailleurs, les avantages de la monnaie unique ne se limitent pas à l'Europe. La zone euro représentera toujours un marché très important pour les activités commerciales des entrepreneurs du monde entier.

Un bloc régional tel que l'Union européenne peut aussi jouer un rôle important en créant un environnement propice à la prise d'initiatives et à la réalisation de grands projets dont un seul pays ne pourrait pas assumer les coûts et les risques. Airbus en est un bon exemple. Son succès profite non seulement à l'Europe, mais aussi à d'autres pays, dont les États-Unis, car sans Airbus, Boeing disposerait d'un monopole sur la production de grands avions commerciaux; ainsi, les compagnies aériennes américaines ont le choix entre les deux constructeurs.

Au vu des avantages pour l'Europe et les autres continents, la réussite de l'Union en la matière encouragera probablement d'autres pays et blocs régionaux à suivre le même chemin. À cet égard, l'Union peut jouer un rôle crucial dans la création d'un monde meilleur et d'une mondialisation toujours plus poussée.

Manuel Porto

*PPE-DE, Portugal (1996-1999) &
ELDR (1989-1996)
mporto@fd.uc.pt*

L'élargissement aux Balkans occidentaux est une priorité géopolitique

L'histoire de l'élargissement de l'Union est aussi celle des décisions politiques stratégiques concernant l'avenir et la stabilité d'une Europe libre et démocratique.

Dès le départ, l'élargissement a modifié le visage et l'équilibre du projet européen dans la poursuite de son objectif central: le maintien de la paix, de la stabilité, de la démocratie et de la liberté qui sont les conditions fondamentales de toute prospérité.

L'adoption de l'acquis de l'Union, ainsi que le respect des principes fondamentaux relatifs à la démocratie, à l'état de droit, aux droits de l'homme et à la protection des minorités restent des conditions essentielles. La priorité a toutefois toujours été politique. L'élargissement a presque toujours eu un coût. Seul l'élargissement à quinze États membres en 1995 a entraîné une augmentation du PIB par habitant dans l'Union. Mais, en règle générale, l'enjeu a toujours été de trouver un équilibre entre les coûts de l'élargissement et les coûts stratégiques d'un non-élargissement.

Le calcul concernant l'élargissement potentiel de l'Union aux six pays des Balkans occidentaux est du même ordre. Les acteurs géopolitiques ayant un intérêt particulier à attiser l'instabilité aux frontières de l'Union continuent de jouer un rôle et, tant que le chemin qu'emprunteront les pays des Balkans occidentaux reste incertain, ont tout intérêt à exercer la plus grande influence possible. La Chine de Xi, la Russie de Poutine et les États

autocratiques du Golfe ont chacun des raisons de concéder des ressources potentiellement transformatrices en échange d'une plus grande influence et de l'érosion des ambitions de l'Union dans la région.

Jusqu'à présent, les effets ont été limités. L'Union reste la voie privilégiée. Toutefois, la route a déjà été longue par rapport aux précédents processus d'adhésion et a buté sur différents obstacles, notamment l'impression que les 27, accaparés par des questions plus urgentes, n'accordaient pas assez d'importance au processus, ainsi que sur des conflits de voisinage apparemment insolubles. Aucun autre pays que la Turquie n'a été candidat depuis plus longtemps que la Macédoine du Nord. Aujourd'hui, le pays s'est considérablement stabilisé, est devenu membre de l'OTAN et a fait l'effort supplémentaire de changer son nom pour mettre fin à son différend avec la Grèce. Il convient de noter que le soutien de l'opinion publique à l'adhésion à l'Union reste extrêmement élevé, mais on peut se demander combien de temps cela durera en l'absence de progrès tangibles.

Bien que moins longs, les processus d'adhésion de l'Albanie et du Monténégro, en cours depuis douze ans, ne sont toujours pas près d'aboutir. Pour le Monténégro et la Serbie, la perspective d'une adhésion en 2025 est officiellement jugée «très optimiste», compte tenu notamment de l'obstacle que constitue la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo. L'élargissement à l'Europe centrale post-soviétique de 2004

a augmenté la population de l'Union de 19,6% et a diminué son PIB par habitant de 8,9%. En 2007, l'adhésion des pays des Balkans orientaux a entraîné une nouvelle augmentation de la population de 6,5% et une nouvelle baisse du PIB par habitant de 4%. En comparaison, les six États des Balkans occidentaux, avec leurs 17,9 millions d'habitants au total, ne représentent que 4% de la population de l'Union, soit l'équivalent des Pays-Bas, tandis que leur PIB total est égal à celui de la Slovaquie. Même un élargissement hypothétique à l'ensemble de ces six pays serait donc largement dans les limites de la capacité d'absorption de l'Union, les disparités économiques étant comparables à celles entre l'Espagne et le Portugal et les dix États membres au milieu des années 1980.

Les retards et les lacunes au niveau politique dans les processus d'adhésion ont eu des conséquences sur le fonctionnement de l'Union. Les pays candidats peuvent, non sans raison, pointer les problèmes relatifs à l'état de droit et la persistance de la corruption dans les États membres actuels et se demander pourquoi ils doivent encore attendre. Une trajectoire claire vers l'adhésion pour les pays des Balkans occidentaux exige que les États membres relèguent les considérations intérieures à court terme au second plan de manière à servir les intérêts géopolitiques de la démocratie.

John Howarth

S&D, Royaume-Uni (2017- 2019)
johnhowarth58@gmail.com

Malawi: des groupes de mères épaulent des écolières

Le manque généralisé de possibilités d'éducation pour les jeunes filles dans les pays pauvres s'est encore aggravé en période de pandémie de coronavirus. Cette réalité est illustrée par les chiffres du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP). Ainsi, au Malawi, seul un quart des écolières terminent l'enseignement primaire. Quelque 60% des jeunes filles quittent l'école primaire prématurément pour diverses raisons, dont la pauvreté, la démotivation ou le mauvais état des installations sanitaires, mais aussi les grossesses ou les mariages précoces. Par ailleurs, 20% environ des filles âgées de moins de 18 ans sont victimes de viols ou d'autres formes de violence sexuelle.

Le FNUAP entend maintenir les filles à l'école dans le monde entier et améliorer la santé génésique et maternelle, et ce avec l'appui notamment des groupes de mères mis en place par le FNUAP et le ministère de l'éducation du Malawi pour venir en aide aux écolières. Le but est qu'une dizaine de femmes adultes dans chaque école aident bénévolement les écolières. Parfois, cela peut aller à l'encontre de l'attitude des parents

qui souhaitent dissuader leurs filles de poursuivre leur scolarité, en particulier lorsqu'elles sont déjà mariées et que la famille bénéficie d'un soutien financier de la part du gendre. Les mariages précoces, qui ne sont pas rares, entravent les perspectives d'avenir des jeunes filles.

Les groupes de mères présents dans les écoles ont pour mission de sensibiliser les filles à l'importance d'une éducation de qualité pour leur avenir et de les aider à s'accrocher, même si elles attendent un enfant ou sont mariées. Les conseils en matière de santé sont aussi importants. Nombre de filles issues de familles pauvres n'ont pas les moyens de se procurer des produits d'hygiène lorsqu'elles ont leurs règles et s'absentent dès lors de l'école plusieurs jours tous les mois. Ces périodes d'absence pendant des années entraînent de graves carences éducatives et entament la motivation des jeunes filles. Les mères peuvent remédier à ce problème en expliquant aux filles comment fabriquer des serviettes hygiéniques lavables et réutilisables. Dans certains pays, les élèves ont déjà entrepris de prendre soin d'elles-mêmes de cette façon. Certaines mères ont par ailleurs toujours avec elles des serviettes pour les filles qui n'en disposent pas. Elles s'occupent également de l'état des toilettes à l'école afin de permettre aux filles de s'y laver.

S'il est encore trop tôt pour apprécier l'incidence positive globale des groupes de mères, certaines données locales laissent déjà entrevoir un effet positif. Dans une région donnée, le nombre d'élèves de primaire est passé d'à peine 11 900 au cours de l'année scolaire 2017/18 à près de 14 400 pour l'année scolaire 2018/19. Certaines élèves sont parvenues à franchir les obstacles avec l'aide des mères bénévoles et parfois même à intégrer des écoles secondaires. En fin de compte, en tant que femmes adultes instruites, elles sont non seulement en meilleure santé, mais aussi mieux préparées à des naissances plus tardives et moins nombreuses d'enfants qui sont à leur tour en meilleure santé. Mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir: seuls 350 groupes de mères sont actifs dans les 6 400 écoles primaires que compte le Malawi.

L'exemple du Malawi devrait servir de modèle pour la coopération au développement de l'Union, car l'amélioration des possibilités d'éducation pour les filles et les femmes renforce également la cohésion sociale et les perspectives de développement d'un pays. Les groupes de mères dans les écoles au Malawi montrent qu'il est possible d'accomplir de grandes choses avec des moyens simples, en s'appuyant sur des idées et une volonté d'agir plutôt que sur des dépenses financières colossales.

Karin Junker

PES, Allemagne (1989- 2004)
karin.junker@t-online.de



Le programme conjoint sur l'éducation des filles réunit des enseignants et des parents pour aider à maintenir les filles à l'école. ©UNFPA Malawi

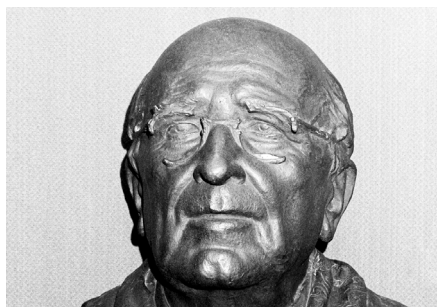
Salvador de Madariaga et le Collège d'Europe

À l'occasion de la célébration du 70e anniversaire de la déclaration de Robert Schumann, prononcée le 9 juin 1950, le comité espagnol de la Ligue européenne de coopération économique (LECE) et le Cercle d'Economia de Barcelone ont décidé de publier «Salvador de Madariaga & le Collège d'Europe» (Barcelone, 2020) afin de commémorer la contribution de Salvador de Madariaga - à savoir la création du Collège d'Europe - à ce qui est aujourd'hui l'Union européenne. Fondé en 1949, le Collège d'Europe, établissement renommé d'enseignement de haut niveau, fait référence en matière de formation approfondie sur l'Union européenne et ses institutions. Les tout premiers cours y ont été donnés en 1950.

Si la dictature franquiste empêchait l'Espagne d'adhérer au projet d'intégration européenne, il n'en reste pas moins que de nombreux Espagnols en exil, sous l'égide de

"Ce que nous voulons faire au sein de ce Collège, c'est convertir le plus grand nombre de jeunes Européens déjà prêts pour la conversion"

Salvador de Madariaga, aspiraient à l'intégration. La participation très active de ce dernier au Congrès européen de La Haye en 1948 a abouti à la création du Mouvement européen. C'est lors de ce congrès qu'est née la conviction selon laquelle l'Europe en devenir avait besoin d'une université européenne. Salvador



*Sculpture de Salvador de Madariaga
au Parlement européen à Strasbourg
©Communautés européennes 1986*

de Madariaga ne s'est pas contenté d'encourager ce projet, il en a été l'artisan et l'a mené à bien avec la collaboration de Winston Churchill, Paul-Henri Spaak et Alcide de Gasperi. Le Collège d'Europe a donc été fondé en 1949 dans le but de former une élite de jeunes exécutifs pour l'Europe. Salvador de Madariaga a œuvré en faveur du Collège et de sa création et a été le président de son conseil d'administration depuis sa création jusqu'en 1964, année où il a prononcé un discours lors de la cérémonie d'ouverture de l'année universitaire 1964-1965.

Salvador de Madariaga, personnalité éminente et

reconnue au niveau international, a donc fortement marqué la création d'institutions essentielles pour l'Union européenne dont la pérennité, soixante-dix ans plus tard, témoigne de sa clairvoyance, de son engagement et de sa volonté de concrétiser le projet qui a abouti à la création du prestigieux Collège d'Europe que

nous connaissons aujourd'hui. Le Collège est, de fait, un pilier fondamental et constitue l'établissement le plus illustre en matière de formation de spécialistes de l'Union européenne.

Salvador de Madariaga, dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de l'inauguration du Collège d'Europe, a affirmé: «Ce que nous voulons faire au sein de ce Collège, c'est convertir le plus grand nombre de jeunes Européens déjà prêts pour la conversion». Il se proposait de former une élite de jeunes universitaires qui parviennent à transcender leurs origines nationales pour devenir véritablement européens. Il a complété son discours par un article d'introduction au numéro spécial de la revue Synthèses. Revue européenne de novembre 1954 consacré au Collège d'Europe. Dans cette introduction, il a déclaré que «L'Europe naissante a[vait] besoin d'institutions» car selon lui, il était nécessaire de créer de nouvelles institutions visant à former l'esprit européen des diplômés universitaires et qu'à cet égard, «le Collège d'Europe s'av[était] le seul établissement d'enseignement supérieur véritablement européen».

Soixante-dix ans plus tard, l'institution fondée par Salvador de Madariaga, mû par son esprit européen, est toujours aussi utile et nécessaire qu'à l'époque de sa création.

Carles A. Gasòliba
ELDR, Espagne (1986- 2004)
cgasoliba@gmail.com

L'usage des statistiques à la Fondation des services d'assistance sociale

La pandémie de COVID-19 a bouleversé notre réalité, et c'est notamment le cas dans le secteur de l'assistance sociale.

Ma formation universitaire et le travail que j'ai effectué au sein de la Commission de l'emploi et des affaires sociales durant mon mandat de députée au Parlement européen, m'ont permis de me rapprocher du secteur de l'assistance sociale. Quand j'ai quitté le Parlement européen en 2014, je me suis engagée professionnellement dans ce secteur car je crois à la justice sociale. Aujourd'hui, je suis fière d'être directrice des relations internationales, du service d'audit, de l'assurance qualité et de la recherche (IRSAQAR), au sein de la Fondation des services d'assistance sociale (FSWS) de Malte. Cette fondation est une structure nationale qui fait office de catalyseur de changement et d'évolution, en gardant à l'esprit les besoins réels et émergents des enfants, des familles et de la communauté, afin de lutter contre l'exclusion sociale. En offrant un service et un soutien de qualité en temps opportun, la Fondation permet aux personnes de gagner en autonomie et les aide à devenir des membres responsables, intégrés et productifs de la société.

Aujourd'hui, je vais principalement évoquer le travail et les résultats de l'équipe de recherche. Nous sommes déterminés à améliorer autant que possible la qualité de nos projets de recherche et à mettre en place un processus de collaboration avec les acteurs concernés. L'administration et le personnel de la Fondation des

services d'assistance sociale, mais également les personnes qui bénéficient de ses services, ont voix au chapitre au cours du processus de recherche. Le contenu de nos recherches est accessible et facile à comprendre, pour obtenir une représentation réelle et objective. Notre service des relations internationales, d'audit, d'assurance qualité et de recherche est ouvert aux retours, de manière à nous améliorer en continue.

La recherche est un outil qui permet d'avoir une meilleure connaissance de la société et d'élargir l'offre de services en conséquence. Le service de recherche réalise des études, analyse des données et produit de nombreux rapports, afin de tenir la FSWS et ses acteurs extérieurs informés sur le travail de la fondation et sur la performance de chacun de ses services au cours de l'année. Nous réalisons également des analyses documentaires et des études, afin d'informer nos services sur divers sujets d'intérêt. Parmi eux figure le projet européen d'enquête en milieu scolaire sur l'alcool et les autres drogues (ESPAD), une étude transversale menée tous les quatre ans.

Nous sommes les mathématiciens du FSWS et nous donnons beaucoup d'importance aux chiffres. Néanmoins, nous sommes également conscients que derrière chaque chiffre se cache une personne, le plus souvent vulnérable, qu'il s'agisse d'un homme, d'une femme, ou d'un enfant. Nous ne faisons pas de discrimination; nous répondons aux besoins de tous.

En 2019, le FSWS a travaillé sur un total de 18 688 dossiers. Parmi ces dossiers, 53% concernaient des femmes, 42% des hommes et 0,02% des personnes revendiquant une autre appartenance. Classifier les résultats par genre nous permet d'avoir un meilleur aperçu des personnes qui bénéficient de nos services. Les statistiques de 2020, qui n'ont pas encore été dévoilées, montrent que le nombre de dossiers traités au cours de l'année 2020 reste stable, tout comme le nombre de femmes qui ont fait appel à nos services. Au-delà des chiffres, nous encourageons une analyse plus approfondie des expériences vécues par les femmes qui font appel à nos services.

Ayant été députée au Parlement européen, je suis particulièrement intéressée par les statistiques. Elles constituent pour moi un moyen d'améliorer le bien-être de notre société. Je saisis cette occasion pour vous inviter, chers collègues et anciens députés au Parlement européen, à sensibiliser davantage les États membres à l'importance des statistiques. Il est nécessaire de les étudier de manière approfondie, dans le but d'améliorer la situation dans tous les secteurs de la société.

Claudette Abela Baldacchino

S&D, Malte (2013-2014)

claudette.abelabaldacchino@gmail.com

ACTIVITÉS DE L'AAD



EPFMA
PEAAD



COOPÉRATION AVEC L'IUE

«Europe in your Living Room»: conversations en webradio pour les étudiants, les enseignants et les familles

Afin de favoriser la coexistence culturelle et intergénérationnelle entre les différentes régions d'Europe, il est très important de faire une place aux nouvelles générations d'Européens. Il faut non seulement leur donner la parole, mais aussi de créer de véritables espaces dans lesquels les jeunes peuvent animer des dialogues créatifs avec l'Europe et les Européens. Cet objectif peut se traduire en un dialogue entre les jeunes et des personnalités qui ont fait l'expérience directe de la vie des institutions européennes.

La perception de l'Union européenne est multiple et n'a pas de frontières visibles, car les jeunes vivent ouvertement leur formation grâce à des interactions avec divers environnements socioculturels. Bien que les environnements scolaire, familial et amical soient peut-être les plus importants d'entre eux, il en existe un qui peut parfois passer inaperçu: celui des institutions nationales et européennes.

Pendant la pandémie, il a été impossible de recevoir les étudiants à la Villa Salviati et de les faire participer à des activités en présence d'anciens députés européens. Le programme pédagogique des Archives historiques de l'Union européenne (AHUE) a donc dû déployer de nouveaux efforts créatifs et développer de nouvelles synergies. Ainsi, en collaboration avec le réseau des Universitaires engagés de l'Institut universitaire européen (IUE) et Radio Cavolo,

la webradio indépendante de l'IUE, un nouveau programme de webradio a vu le jour. «Europe in your Living Room» (L'Europe dans votre salon) s'adresse aux écoliers du cycle secondaire et à tous ceux qui s'intéressent aux sujets liés à l'Europe et à l'intégration européenne. Cette nouvelle série de diffusions permet à l'équipe de formation des AHUE de continuer à interagir, différemment, avec les étudiants et les enseignants. Ils expérimentent ainsi de nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage à distance.

Chaque épisode de «Europe in your Living Room» comprend un bref entretien en direct, en italien pour le moment, d'un invité qui collabore avec le programme pédagogique des AHUE: ancien député, archiviste, enseignant ou formateur. Les étudiants peuvent interagir avec l'invité et s'adresser à lui en envoyant à la radio leurs questions, auxquelles les invités répondent en partageant leurs réflexions en direct.

Au cours de ces rencontres, par l'oralité et le récit, mais aussi par le choix de la musique, les anciens députés transmettent généreusement l'expérience de leur vie, des épisodes qu'ils ont vécus au sein du Parlement européen, ainsi que les idées qu'ils ont vues naître pour faire avancer le processus complexe de l'intégration européenne. Ces récits sont une incitation à s'intéresser aux questions européennes pour les élèves du cycle secondaire de la région de Florence et d'ailleurs,

ainsi qu'une fenêtre ouverte sur le monde des archives et des activités de recherche.

Les archives historiques sont un acteur essentiel dans la promotion d'une plus grande connaissance de l'histoire de l'Union européenne et d'une réflexion sur le passé, mais également sur la manière de façonner notre présent pour créer notre avenir. Le programme pédagogique des AHUE est fermement convaincu que la promotion du patrimoine culturel qu'il préserve, grâce à la création d'espaces de dialogue et de discussion comme celui-ci, peut contribuer à la cohésion et à l'inclusion sociale en renforçant la résilience, en créant un sentiment d'appartenance et en permettant d'améliorer la coexistence intergénérationnelle.

Plus d'informations sur le programme «Europe in your Living room». Écoutez tous les épisodes sur la page de la webradio: www.radiocavolo.org/shows/europe-in-your-living-room/

Leslie Hernández

Coordinatrice du programme
pédagogique des Archives
historiques de l'Union européenne
Florence, Italie.
Leslie.Nancy.HernandezNova@eui.
eu

Ma «visite» à l'université dans les montagnes Rocheuses

En février 2021, j'ai eu le plaisir d'être invité à m'adresser aux étudiants et au personnel de l'Université de Boulder, dans le Colorado, aux États-Unis, sur la manière de repenser le tourisme européen après le Brexit et la COVID-19. La ville de Boulder est située au pied des montagnes Rocheuses, environ 60 km au nord de Denver, capitale de l'État dotée d'un important aéroport. En raison de la pandémie actuelle, cette conférence a dû être organisée à distance par le centre d'excellence de l'Union européenne du Colorado.

La communication de l'université a été excellente, et, de mon côté, l'organisation et la préparation ont été tout aussi intenses et (presque) aussi gratifiantes que si j'y avais été en personne! Cette situation a une fois de plus mis en évidence la crise que traversent non seulement le secteur du tourisme, mais aussi les sociétés américaines et européennes, alors que nous essayons de reconstruire notre quotidien, après la pandémie de COVID-19. Bien que les restrictions soient désormais quelque peu assouplies, les instructions du gouvernement britannique adressées en février à l'ensemble des citoyens étaient très claires et ont surpris par leur sévérité, «En vertu des restrictions relatives à la COVID-19 en vigueur au Royaume-Uni, vous ne devez pas quitter votre domicile. Les voyages, y compris à l'étranger, sont proscrits, sauf en cas d'autorisation pour un motif valable. Il est interdit de se rendre à l'étranger pour des vacances ou pour d'autres types de loisirs.»

Il n'y a toujours aucune garantie de retour à la normale dans un avenir proche. Même si l'ensemble des restrictions mondiales étaient levées demain il faudrait des mois, voire des années avant que la confiance des clients, les liaisons aériennes régulières et un état d'esprit tourné vers le tourisme ne redeviennent la norme. D'après leurs réactions, les étudiants du Colorado commençaient tout juste à s'en rendre compte. Nombre d'entre eux semblaient se réjouir à l'idée de voyager en Europe ou de travailler dans le secteur du tourisme aux États-Unis. La région de Boulder héberge une grande station de sports d'hiver; c'est un secteur qui a été durement frappé par la pandémie, tant aux États-Unis qu'en Europe.

Le tourisme est bien sûr essentiel à l'économie de l'Europe. Dans l'Union européenne, 11% du PIB cumulé des 27 États membres est directement issu du tourisme. Aux États-Unis, ce pourcentage s'élève à 2,6%. À Paris, le tourisme est le plus gros secteur d'activité, devant les services ou la mode: les 38 millions de visiteurs annuels font vivre près de 12% des travailleurs parisiens.

Indépendamment du Brexit, dont les prétendus avantages semblent se tarir avec les nouveaux contrôles de passeport, les formalités administratives et les réglementations, il est difficile d'imaginer que l'on puisse bientôt retrouver le volume habituel de touristes britanniques à Paris. Même l'Eurostar a vu son offre réduite à un aller-retour par jour entre la gare londonienne de

Saint-Pancras et la gare du Nord.

La conférence a porté sur le paquet «Tourisme et transports», récemment publié par la Commission européenne, et sur sa stratégie globale en vue d'une reprise en 2020 et au-delà. Il s'agit notamment de rétablir la liberté de circulation, de lever progressivement les restrictions au niveau des frontières intérieures de l'Union, d'assurer la sécurité des passagers et du personnel lors de la reprise des déplacements, de recommander des bons à valoir comme alternative à un remboursement en espèces pour les consommateurs, et de prendre de nombreuses autres mesures écologiques ou respectueuses de l'environnement, pour aider les secteurs du transport et du tourisme à se remettre de ces circonstances uniques.

La COVID-19 a fait passer au second plan l'incidence du Brexit, dont on pourrait bien ne pas prendre toute la mesure avant plusieurs années. Quand l'industrie européenne du tourisme se relèvera-t-elle, et quelle sera l'ampleur de la reprise? Il est encore trop tôt pour le dire. Bien qu'elle se soit tenue à distance, cette conférence a permis des discussions extrêmement riches et je suis heureux d'avoir pu y prendre part.

Robert Evans

PES, Royaume-Uni (1994-2009)
robert.evans@surreycc.gov.uk

Quelles perspectives pour l'Union européenne de la santé ?

Si la santé publique est un domaine qui relève de la compétence de ses États membres, la crise du COVID-19 pousse l'Union européenne à s'organiser afin d'assurer le niveau élevé de protection de la santé qu'attendent légitimement les citoyens européens.

Aucun État membre n'est enclin à transférer à l'Union la gestion de son système de santé, conformément au principe de subsidiarité. L'Union ne dispose que d'une compétence d'appui comme en dispose l'article 168 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (T.F.U.E.). Ainsi, elle vient compléter, par son action, les politiques de santé nationales, et doit compter sur la coopération et la coordination entre ses États membres, quand bien même elle a démontré sa capacité à fixer des normes sanitaires élevées et des réglementations contraignantes, comme sur le

tabac notamment. L'influence de l'Union sur les programmes de santé reste néanmoins mineure ; cette faiblesse se traduit par la timidité de son budget qui, sur la période 2014-2020, n'était que de 449 millions d'euros, quand celui de la politique agricole commune atteignait 408,3 milliards!

Si les États membres sont censés protéger la santé de leur population, ils n'ont toutefois pas de scrupule à exhorter l'Union à leur venir en aide en cas de menace.

Les crises sanitaires ont déjà fait évoluer le droit de l'Union, à l'occasion, notamment, de l'épidémie de SRAS de 2003 ou celle de la grippe H1N1 de 2009. Malgré le renforcement de la surveillance des menaces transfrontalières, du mécanisme européen de protection civile, ou l'accord de passation conjointe de marchés pour un accès équitable aux vaccins ou aux médicaments, les moyens se sont révélés bien en-deçà de l'ambition visée, et les mécanismes inefficaces, manquant cruellement d'agilité face à la pandémie du COVID-19.

La crise sanitaire, frappant le continent dans sa globalité, n'a pas suscité de réponse commune et intégrée, mais bien des réponses nationales différentes, fragmentées et dénuée de coordination, même si, à terme, les dispositifs ont peu à peu convergé. Dans l'urgence, l'Union a même consenti à assouplir ses politiques et à renationaliser certaines compétences.

Dès lors, dépassée par une pandémie dévastatrice au lourd tribut humain, l'Union a choisi de faire de la crise une chance et un levier de transformation des règles européennes afin de rendre l'Europe plus sûre et mieux préparée. Les objectifs poursuivis sont clairs : rendre les systèmes de santé plus résilients, traiter les menaces transfrontalières graves pour la santé et rendre les produits de santé plus accessibles. Ainsi, une réglementation nouvelle, une gouvernance renforcée avec des agences plus fortes et plus adaptées sont d'ores et déjà à l'agenda, ainsi qu'un budget plus fiable, puisqu'il atteindra 5,1 milliards d'euros sur la période 2021-2027, une première !

Cette ambition demeure un pari et dépendra de la capacité de l'Union à adopter des processus de décision plus souples et plus agiles, seule condition pour prévenir les prochaines crises.

Malgré la résistance des États membres à plus d'intégration en matière de santé publique, la pandémie du COVID-19 leur révèle durement leur interdépendance et, de fait, le besoin de politiques plus intégrées pour répondre efficacement à l'exigence de protection de nos concitoyens européens.



Le 26 mars 2021, Nora Berra a participé au programme "PE au Campus" de l'Université américaine en Bulgarie, une conférence en ligne sur la simulation de l'UE et les plans actuels pour une Union européenne de la santé. ©European Union 2012 - EP

Nora Berra

PPE-DE, France (2012-2014)
nora.berra@gmail.com

Les incidences de la politique mondiale et européenne sur la politique environnementale de l'Union

Je soutiens activement le programme «PE au campus» depuis mon adhésion à l'AAD et mon retour à l'enseignement. Il s'agit selon moi d'un très bon canal de communication avec les jeunes. Il nous donne, à nous anciens députés du Parlement européen, l'occasion d'expliquer aux étudiants les politiques publiques de l'Union, mais aussi la manière dont ils peuvent contribuer à la conception et à la mise en œuvre de ces politiques en tant que citoyens européens. J'ai donc été ravi d'accepter l'invitation de l'AAD et de donner une conférence sur la politique environnementale de l'Union aux étudiants de l'université de Pécs.

Ce fut un grand plaisir de travailler avec une équipe très enthousiaste, dirigée par Melinda Szappanyos. Ses étudiants avaient déjà des connaissances de base sur les procédures judiciaires et le règlement intérieur du Parlement européen, mais le plus intéressant pour eux était de découvrir le fonctionnement concret de l'institution, au-delà des procédures et règles bien connues, et de comprendre la multiplicité de facteurs dont il faut tenir compte pour mettre en place des politiques efficaces.

La conférence a porté sur la politique environnementale de l'Union, sur la manière dont le Parlement européen a joué un rôle clé dans la réalisation des objectifs environnementaux et climatiques au cours de sa huitième législature, ainsi que sur les attentes

concernant la proposition de la Commission von der Leyen d'une première loi européenne sur le climat, le huitième programme d'action de l'Union pour l'environnement et le pacte vert pour l'Europe dans son ensemble. La politique environnementale est l'une des politiques publiques les plus importantes de l'Union, car elle s'inscrit dans des stratégies transversales et affecte les objectifs, les actions et la législation d'autres politiques publiques. Les négociations internationales en matière de climat ont également été abordées au cours de la conférence. Les étudiants ont appris comment l'Union contribue au développement des objectifs de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030, quel a été le rôle du Parlement européen dans la définition de la position et des objectifs climatiques de l'Union dans le processus de négociation de l'accord de Paris, et comment nos ambitieux objectifs environnementaux et climatiques sont intégrés dans les accords commerciaux internationaux de l'Union.

La conférence a également porté sur le processus décisionnel du Parlement européen, qui comporte un certain nombre d'étapes: la décision de la Conférence des présidents des commissions attribuant l'élaboration du document législatif à une des commissions; la répartition des tâches au sein de la commission; l'attribution du document à un groupe politique spécifique; la nomination du rapporteur et des

rapporteurs fictifs; l'ensemble du processus impliquant des négociations, des discussions avec les différentes parties prenantes, des auditions publiques et des présentations portant sur des études scientifiques; et enfin, le vote des députés en commission et en séance plénière.

Au cours de cette conférence, j'ai également partagé avec la Commission et le Conseil mon expérience de plusieurs négociations législatives interinstitutionnelles. En raison de la pandémie, la conférence s'est malheureusement tenue à distance, via les plateformes Zoom et Facebook. Afin de dynamiser l'échange avec les étudiants, et grâce au soutien de l'excellente équipe informatique de l'université de Pécs, nous avons introduit quelques nouveautés, comme un sondage en ligne au cours de la conférence. Il était intéressant de commenter la réaction des étudiants à la fin de la conférence. Ce qui m'a le plus plu était l'interaction directe et le débat avec les étudiants. Ce fut une expérience très stimulante, qui devrait être prise en compte pour l'avenir du programme «PE au campus». J'espère que nous aurons très bientôt l'occasion de partager en personne nos connaissances et notre expérience avec les étudiants et les professeurs dans leurs locaux universitaires.

Davor Škrlec

Verts/ALE, Croatie (2014-2019)
davor.skrlec@gmail.com

Discussion sur l'emploi et les droits sociaux à l'université de l'Illinois

En novembre 2020, le Centre européen de l'université de l'Illinois a demandé aux anciens députés au Parlement européen, par l'intermédiaire de l'AAD, de faire des présentations sur leur expérience dans le cadre du programme de l'université intitulé «The European Parliament and parliamentarians in everyday life» (Le Parlement européen et les parlementaires au quotidien). Le 31 mars 2021, j'ai participé à une discussion en ligne sur le thème de l'emploi et des affaires sociales, dans le but de présenter mes travaux effectués entre 2014 et 2019 en tant que membre de la commission EMPL. En préparant cette présentation avec l'organisateur du programme, nous avons dû établir le format de cette rencontre de deux heures pour répondre au mieux à une série de contraintes parfois divergentes:

- les intérêts variés d'un panel de participants très hétérogène, allant d'étudiants de troisième cycle spécialisés dans les études européennes à des membres du grand public;
- un large éventail de sujets, allant de l'examen de questions précises traitées par la commission EMPL à des questions portant sur le travail quotidien d'un député au Parlement européen ou sur la vie dans les différents États membres;
- la nécessité d'organiser le débat et d'allouer le temps nécessaire à chacun des différents sujets d'intérêt.

Dans ma présentation, j'ai tenté d'expliquer comment nous sommes



parvenus, parfois de haute lutte, à faire passer les questions les plus urgentes sur l'emploi et les affaires sociales dans la législation et à les mettre à l'ordre du jour des activités de la huitième législature sur la base de mon engagement personnel en tant que rapporteur et rapporteur fictif pour les textes législatifs du Parlement établissant la plateforme pour le traçage du travail non déclaré en 2016 et l'Autorité européenne du travail en 2019, et pour l'avis de la commission EMPL sur la ratification du CETA en 2017. Ma principale préoccupation était de faire comprendre à l'auditoire qu'il est nécessaire de définir un ordre de priorité entre les questions toujours plus complexes qui se posent non seulement dans le domaine du travail, qui évolue de façon spectaculaire, mais aussi en matière de pauvreté et d'exclusion sociale, qui restent des problèmes actuels. À cet égard, j'ai également tenté d'établir un lien avec les nouvelles politiques du gouvernement qui vient d'arriver au pouvoir aux États-Unis.

Outre ces principaux thèmes, j'ai abordé le parcours et les engagements de vie d'un

député au Parlement européen de l'un des États membres les plus éloignés de Bruxelles. J'ai également répondu à des questions concernant mon histoire personnelle et familiale, ainsi que les fonctions que j'ai occupées en Bulgarie. Malheureusement, cette diversité dans les questions a pu porter préjudice à la bonne compréhension du fond, à savoir l'emploi et les affaires sociales dans les travaux du Parlement européen effectués entre 2014 et 2019. Au début de la conférence, mon CV a été présenté d'une façon erronée qui a peut-être détourné l'attention du sujet central. Il faudra éviter que cela ne se reproduise lors de prochains événements de ce type.

En tout état de cause, les anciens députés au Parlement européen doivent se réjouir de toute occasion similaire de participer aux discussions sur le fonctionnement de notre ancienne institution et accepter d'intervenir sur les sujets les plus importants de l'actualité européenne et mondiale.

Georgi Pirinski
S&D, Bulgarie (2014-2019)
georgi.g.pirinski@gmail.com

Réunion Zoom avec l'université de l'Illinois

Il est quelque peu étrange de parler avec des étudiants dispersés aux quatre coins du monde alors que vous êtes assis dans votre salon. Zoom est un logiciel fonctionnel, mais vous perdez tout de même le contact direct, la vision d'ensemble que l'on a lorsqu'on enseigne dans une classe, et la spontanéité. C'est tout ce qui manquait à la conférence que j'ai donnée le 29 avril 2021 aux étudiants de l'université de l'Illinois. J'ai en effet été surpris que mes «invités» sur Zoom ne se trouvent même pas à Urbana-Champaign, mais à Vienne, c'est-à-dire aussi loin que moi. Il s'agissait principalement d'étudiants Erasmus+ qui, en raison de la pandémie, n'étaient pas en mesure de se rendre à l'étranger. Mais à part cela, je me suis rapidement rendu compte que nous avons tous tiré profit de cette conférence. Du moins, c'était mon cas.

J'ai autrefois eu l'occasion de combiner la fonction de député au Parlement européen et le métier de journaliste. Mon expérience d'ancien correspondant à l'étranger m'a certes ouvert une voie royale vers la commission des affaires étrangères, mais tout le reste était,

comme je l'ai dit aux étudiants, une expérience totalement inédite. Il faut du temps pour se familiariser à la fois avec la «géographie» des bâtiments à Bruxelles et à Strasbourg, sans parler de la dynamique des réunions hebdomadaires. Outre la plénière, de nombreuses autres réunions étaient organisées, auxquelles il fallait assister dans des salles dont la numérotation n'indiquait, au départ, aucunement où elles pouvaient bien se trouver (PHS7C50, imaginez!). Il y a ensuite tous ceux que j'ai appelés, secrètement, les vieux de la vieille, les députés qui font partie des murs et qui connaissent non seulement tous les coins et les recoins des bâtiments, mais qui connaissent surtout tous les tuyaux pour servir leurs intérêts. Ma principale devise à cet égard est que l'on doit être patient, mais aussi persévérant, afin de ne pas être ignoré complètement. D'après mon expérience, il faut environ deux ans pour se familiariser avec les tenants et aboutissants et pour que l'on commence à connaître votre nom. Cela se traduit par l'attribution de rapports, la possibilité de voyager à l'étranger, etc. Je me suis vite rendu compte que l'un des problèmes fondamentaux de la politique étrangère de l'Union européenne tient à la nécessité d'obtenir l'unanimité. Sans accord unanime, il est impossible de parvenir à un accord. Il faut que cela cesse.

Dans le monde actuel,

une politique étrangère forte, commune et assumée est indispensable si l'Union veut s'imposer comme un acteur parmi les autres «superpuissances». Notamment en Syrie, pour ne citer qu'un exemple. Si l'Union européenne était intervenue diplomatiquement en Syrie en 2011, bien avant que l'Iran, la Turquie, la Russie, l'EI, l'Arabie saoudite et bien d'autres ne prennent le contrôle du pays et ne commencent à y larguer des bombes, il aurait été possible de négocier un accord entre les factions belligérantes et d'éviter ainsi les destructions, les effusions de sang et les millions de réfugiés, tant la crise à l'intérieur du pays que la crise des réfugiés, qui a étendu le conflit jusqu'à nos portes.

Les étudiants étaient très attentifs et ont posé de nombreuses questions intéressantes. Il était évident qu'ils les avaient minutieusement préparées et ils n'ont pas hésité à aborder des points complexes. J'aimerais maintenant remercier les professeurs Jonathan Larson, de l'université de l'Illinois, et Roman Pfefferle, de l'université de Vienne. Je remercie également les étudiants pour l'excellente préparation et le bon déroulement de cette soirée, je l'espère, instructive.

Eugen Freund

S&D, Autriche (2014-2019)
eugenfreund@gmail.com



Similitudes et différences entre l'UE et l'ANASE

Le 28 mai 2021, j'ai eu le plaisir de donner une conférence sur les relations entre l'Union européenne et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), à l'Université de Malaya à Kuala Lumpur. En raison des restrictions de déplacement liées à la COVID-19, j'ai dû donner cette conférence à distance.

Par chance, j'avais déjà acquis une certaine expérience lors de conférences similaires en Turquie, en Suède, aux États-Unis et ailleurs. Pour commencer, je tiens tout d'abord à souligner l'excellente organisation des animateurs, des participants et de mon co-conférencier à Kuala Lumpur. Durant cette conférence, j'ai eu la chance d'avoir à mes côtés à Kuala Lumpur, alors que j'étais à Berlin, en Allemagne, un expert de la Malaisie et, en tant que tel, de l'ASEAN, en la personne d'Edgar Nordmann. Edgar est sans doute l'expert allemand le plus au fait des affaires de l'Asie du Sud-Est. En effet, il a représenté la Malaisie pendant plusieurs décennies, en tant que consul honoraire dans le nord de l'Allemagne.

La conférence a principalement porté sur les similitudes et les différences qui existent entre l'Union et l'ASEAN. Je ne rappellerai ici que les plus évidentes, telles que le fait que l'ASEAN compte moins d'États membres que l'Union, à savoir 10 contre 27, même si l'ASEAN a une population plus importante que l'Union.

J'ai également rappelé que si l'Union s'efforce de mettre en place un large éventail de politiques communes, l'ASEAN se limite plus ou moins à essayer de devenir un marché commun pour les biens et les services. Naturellement, nous avons également évoqué de nombreuses problématiques économiques, la plus importante d'entre elles étant peut-être la question de l'huile de palme. L'Union semble adopter un point de vue environnemental plutôt unilatéral sur cette question, ignorant le fait que des millions de citoyens de l'ASEAN vivent de la production et de l'exportation de ce produit. Sa décision d'interdire l'importation d'huile de palme en provenance de l'ASEAN risque donc de condamner à la pauvreté de nombreuses familles et a, de ce fait, été très critiquée durant

la conférence. L'Union a néanmoins accepté de se pencher sur ses propres habitudes agricoles susceptibles de porter atteinte à l'environnement, telles que la production d'huile de colza et de tournesol.

En tant que membre de longue date d'Amnesty International, je n'ai pas pu m'empêcher d'évoquer les nombreuses violations des droits de l'homme, de la liberté de la presse et des principes démocratiques qui sont commises dans la plupart des États de l'ASEAN, et notamment l'exemple le plus récent du coup d'État militaire au Myanmar.

Au cours de cette conférence, j'ai à nouveau fait part de ma profonde croyance en la mondialisation et de mon intime conviction que la diffusion de la démocratie, des droits de l'homme et de l'économie de marché n'est pas seulement une conséquence positive de la mondialisation, mais que ces trois éléments vont véritablement de pair. Contrairement à ce que Bruxelles affirme toujours, il ne s'agit pas de valeurs «européennes», mais de valeurs universelles. Si l'on considère la situation du Japon, de Taiwan, de la Corée du Sud, de l'Afrique du Sud, de l'Australie et du Chili, on peut constater que ces valeurs sont mondiales et ne sont pas l'apanage de l'Europe.

Edgar Nordmann et moi avons tous deux trouvé la participation des étudiants et des animateurs très impressionnante et rafraîchissante.

Hans-Olaf Henkel

CRE, Allemagne (2014-2019)
henkel@hansolafhenkel.de



Ciência Viva, une remarquable stratégie pour le dialogue entre la science et la société

Le Portugal dispose d'une Agence nationale de la culture scientifique et technologique, qui promeut à travers tout le pays une stratégie de dialogue entre la science et la société, aussi efficace que reconnue au niveau international.

L'Agence, baptisée *Ciência Viva* (science vivante), a été créée en 1996 à l'initiative de Mariano Gago, alors ministre de la science et de la technologie. Elle est aujourd'hui forte d'un réseau de vingt et un Centres de la science répartis sur l'ensemble du territoire et situés dans des édifices emblématiques. Ces centres contribuent à la sensibilisation au niveau local.

Lors de notre visite virtuelle au Portugal à l'occasion de la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne, nous avons rencontré la présidente de *Ciência Viva*, Rosalia Vargas, et sa directrice exécutive, Ana Noronha, avec qui nous avons eu des échanges intéressants. Elles nous ont expliqué comment l'agence

promeut la coopération entre différents secteurs de la société portugaise, des universités aux écoles primaires, des entreprises aux laboratoires de recherche, des autorités locales aux associations privées et aux associations professionnelles, notamment pour créer des clubs *Ciência Viva* dans les établissements scolaires publics et privés du primaire et du secondaire. Le pays compte deux cent trente de ces clubs, auxquels participent près de cent vingt-cinq mille étudiants dans différents domaines.

Ciência Viva a également permis la création du réseau «Red de Fincas *Ciência Viva*» (réseau des fermes *Ciência Viva*), dont les espaces de production agricole sont présents dans tout le pays et sont consacrés chacun à un thème spécifique en fonction du contexte régional de production. Les fermes s'emploient à créer des synergies entre tradition et innovation afin de mettre en valeur des ressources locales grâce à des contacts étroits entre la communauté scientifique et le tissu économique, à encourager l'entrepreneuriat et à promouvoir l'innovation et le dialogue scientifique.

Nous avons pu faire une visite virtuelle du Pavillon de la connaissance - *Ciência Viva*, musée interactif de la science et de la technologie qui a ouvert ses portes en 1999. Le musée constitue un moteur et un centre de ressources pour le réseau de centres *Ciência Viva*, dont il fait partie intégrante.

Dans le cadre de la décennie internationale d'action pour l'eau - Développement durable, qui relève de l'objectif de développement durable no 6 des Nations unies intitulé «eau propre et assainissement» à l'horizon 2030, le Pavillon de la connaissance accueille actuellement une exposition intéressante sur le thème de «L'eau - Une exposition sans filtre» pour sensibiliser le grand public au fait que le droit fondamental à l'eau potable pourrait devenir accessible grâce à la science et à la technologie.

Le 17 juin dernier, le Pavillon de la connaissance - *Ciência Viva* a accueilli une table ronde de haut niveau sur les secteurs de la création portés par les citoyens, sur la recherche et sur l'innovation pour l'Europe. À cette occasion a été présenté le Manifeste de Lisbonne, pour renforcer les secteurs de la culture et de la création de l'Union.

Ce fut une visite très intéressante, qui a encore une fois montré combien il importe de créer des canaux efficaces de dialogue entre la science et la société. Aujourd'hui, la culture scientifique est fondamentale si l'on veut parvenir à une société pleinement démocratique et libre, qui fasse de la connaissance et de l'éducation ses valeurs les plus précieuses.

Teresa Riera Madurell
S&D, Espagne (2004-2014)
trierama@gmail.com



Exposition "Agua" (Eau) visite virtuelle de la Délégation AAD ©Ciência Viva

Génération futures

Les Européens des prochaines générations vivront-ils dans un monde neutre en carbone? Vivront-ils longtemps et en bonne santé? Les politiques continueront-elles d'être élaborées sur la base des meilleures connaissances disponibles? La réponse est oui si nous parvenons à promouvoir la culture scientifique et à pousser les jeunes sur la voie de la science.

«Et si...» est le maître-mot qui doit guider les nouvelles tendances en matière d'éducation. Dès l'âge de six ans, les enfants apprennent l'alphabet pour construire des mots et des phrases, et les mathématiques pour additionner, diviser et multiplier. Et si le système éducatif leur apprenait à coder, à travailler sur des projets collaboratifs ou à présenter des exposés devant des publics du monde entier? Et s'il leur apprenait à être de bons citoyens et à respecter la planète?

L'objectif de Ciência Viva est de développer une éducation axée sur la réalisation de projets, qui stimule l'esprit critique et la curiosité,

compétences aujourd'hui plus que jamais nécessaires.

À Ciência Viva, nous pensons que cela passe nécessairement par des partenariats avec la communauté scientifique, les écoles et les responsables politiques, en particulier les autorités locales. Au cours de nos 25 années d'activité, nos programmes se sont appuyés sur des partenariats similaires, rendus possibles grâce au soutien du ministère de la science, de la technologie et de l'enseignement supérieur pour assurer la collaboration avec les scientifiques. Le soutien politique du ministère de l'éducation a également été essentiel pour développer des programmes dans les écoles.

Les partenariats sont un facteur d'autonomisation des acteurs locaux, ce qui garantit la durabilité des programmes et des initiatives. Grâce à notre réseau de 21 centres Ciência Viva dans tout le pays, nous développons des activités visant à renforcer le dialogue entre la science et les citoyens et à favoriser les interactions avec la communauté scientifique. Dans certains de ces centres scientifiques, un réseau de 11 écoles-musées (les écoles Ciência Viva) permet aux élèves de l'enseignement primaire de suivre les cours de leur enseignant dans un espace dynamique et vivant: exposition, laboratoire ou excursion notamment. Les élèves des écoles Ciência Viva rencontrent également

chaque semaine un scientifique qui leur fait découvrir son travail et les encourage à envisager une carrière de chercheur.

Il existe aussi un réseau de 237 clubs Ciência Viva dans les écoles, qui permettent aux jeunes du pays de développer leurs propres projets scientifiques, avec le soutien d'établissements d'enseignement supérieur, de laboratoires, de centres de recherche et de musées. L'été, des stages sont organisés dans des laboratoires de recherche pour les élèves du secondaire.

Les organismes scientifiques sont au cœur de ces actions. Leurs expositions sont des occasions intéressantes de rapprocher les citoyens de la science, en favorisant le dialogue sur ses applications dans des domaines importants pour eux, de la santé à l'environnement, et de l'approvisionnement alimentaire au changement climatique. Ils constituent également des plateformes d'innovation, en favorisant les contacts entre les différents acteurs concernés dans un cadre informel. Nous sommes convaincus que ces réseaux contribueront à former la prochaine génération d'Européens dans la perspective d'un avenir durable et équitable.

Rosalia Vargas

Président de Ciência Viva

Ana Noronha

*Directeur exécutif Ciência Viva
anoronha@ienciaviva.pt*



©Ciência Viva

Visite virtuel au Portugal

Notre association s'est rendue (de manière virtuelle) au Portugal, ce qui s'est révélé être l'occasion idéale pour obtenir des informations de première main sur le programme de la présidence portugaise.

Nous avons pu découvrir les principaux aspects de ce programme au cours de l'allocution du président M. Marcelo Rebelo de Sousa et des interventions de Mme Zacarias et de MM. Filipe, Capoulas, Vieira da Silva et Valente.

Mon parcours universitaire me pousse à vous parler tout particulièrement du nouveau programme Erasmus+ 2021-2027.

Lancé par l'Union européenne en 1987, ce programme est selon moi l'une de ses plus grandes réussites en ce qui concerne la mobilité

Erasmus+ has an estimated budget of

€26.2 billion¹,

nearly doubling the funding compared to its predecessor programme (2014-2020), complemented by around

€2.2 billion

from the EU external cooperation instrument².

70% of the budget will support mobility

opportunities for all, in a lifelong learning perspective.

¹ The Erasmus+ programme budget is made of €24.574 billion in current prices as part of the new MFF (2021-2027) and an additional top-up of €1.7 billion in 2018 prices.

² Neighbourhood, Development and Cooperation Instrument (NDICI) and the Instrument for Pre-Accession (IPA III)

©Union Européenne 2021

des personnes et le renforcement de la cohésion entre pays. Ce renforcement est d'autant plus remarquable qu'il ne s'appuie pas sur des flux monétaires, mais sur la découverte de l'éducation, de la culture et de la langue de pays tiers et l'échange.

Les accords entre universités ont également poussé les enseignants et le personnel administratif à se déplacer, afin de contribuer au bon fonctionnement de l'ensemble du programme. L'anglais s'est affirmé comme langue véhiculaire, tant chez les enseignants pour dispenser les cours que chez les étudiants Erasmus pour communiquer entre eux.

Le nouveau programme Erasmus+ 2021-2027 représentera une avancée importante pour le programme. Non seulement le budget sera presque doublé, mais les objectifs seront également élargis, mettant l'accent sur l'inclusivité, la préservation de l'environnement et l'innovation dans le domaine du numérique.

En ce qui concerne l'inclusivité, il est essentiel que le programme soit accessible à un plus grand nombre de jeunes issus de différents milieux socioculturels. Ils doivent pouvoir disposer de plus d'informations sur celui-ci, ainsi que sur les démarches à entreprendre pour vivre une expérience Erasmus. Le montant des bourses doit également être revu à la hausse, afin que le revenu d'un foyer ne constitue



Erasmus+

Enriching lives, opening minds.

©Union Européenne, 2021

plus un obstacle à la réalisation d'un échange Erasmus. Comme l'a montré la crise sanitaire actuelle, l'innovation numérique est cruciale. La plupart des cours se sont déroulés à distance tout comme les séminaires et les programmes de tutorat. Cependant, il faut encore optimiser l'administration en ligne.

Certaines questions doivent également être prises en compte comme l'opportunité de compléter l'assurance maladie par une assurance-vol mais aussi d'harmoniser les exigences sanitaires entre pays, peut-être en proposant la vaccination prioritaire de cette tranche d'âge.

Nous pouvons être fiers de nous car après une forte chute des demandes l'an passé, les chiffres sont remontés cette année. Nous avons de nouveau autant de demandes qu'avant la pandémie, signe que les jeunes européens continuent à vouloir, malgré l'adversité, s'approprier l'Europe dans leur quotidien.

Teresa Domingo Segara

Espagne (NA 1993-1994) & GUE (1989-1993))

teresado3@hotmail.com

En fin de compte, que voulons-nous pour l'Europe?

Un an et demi après le début de la pandémie de COVID-19, chez nous, en Europe, nous commençons enfin à discuter de ce que nous voulons pour notre continent.

Ces dernières années, le discours politique s'est principalement concentré sur la politique nationale. Ne pas avoir abordé plus tôt la dimension européenne a été une erreur et n'a pas favorisé l'adhésion des citoyens.

La Conférence pour l'Europe a toutefois été lancée il y a peu. Je suis président du Conseil national de la jeunesse et, lors des dernières élections au Parlement européen, le taux d'abstention a dépassé les 70%. Je ne crois pas que ce chiffre signifie que les Portugais et les Européens ne s'identifient plus à l'Europe; quelque chose ne devient obsolète qu'à partir du moment où nous pouvons nous en passer, et nous ne pouvons pas nous passer de l'Union européenne.

L'Union cofinance 70% du versement de bourses d'études d'enseignement supérieur dans le domaine de

l'action sociale. Rien que pour cette année académique, plus de 70 000 étudiants ont déjà bénéficié de ces bourses au Portugal. Cette année également, plus de 7 000 jeunes ont eu ou ont eu la possibilité d'étudier dans un autre État membre pendant un semestre, dans le cadre du programme de mobilité Erasmus +.

Si le chômage des jeunes a diminué, cela est principalement dû aux fonds de l'Union, qui ont permis de soutenir des mesures actives en faveur de l'emploi.

L'importance de l'influence européenne sur notre avenir ne fait pas l'ombre d'un doute; c'est pourquoi nous nous devons de participer activement à la construction d'une Europe qui réponde à nos idéaux et à nos attentes.

L'Union est une organisation unique en son genre, qui se distingue de toutes les autres.

Au Parlement européen doit représenter une nouvelle occasion d'approfondir ce processus.

Les changements et défis sont constants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il y a 20 ans, à l'heure de la transition vers le nouveau millénaire, l'Union s'est donné pour but de devenir une économie de la connaissance plus compétitive et dynamique, axée sur la promotion des industries à faible intensité de carbone, les investissements dans la recherche et le développement, la croissance de l'économie numérique et la modernisation de l'éducation et de la formation.

Investir 3% du PIB dans l'innovation et le développement (I & D) est un objectif qui remonte à 20 ans! La moyenne européenne est actuellement de 2,07%. Au Portugal, nous nous sommes arrêtés à 1,33%. L'économie européenne ne sera pas en mesure de rivaliser avec les États-Unis et le Japon, ni même avec les pays émergents comme la Chine et l'Inde, si elle ne prend pas cet objectif plus au sérieux.

L'Union doit définir une véritable stratégie, et elle doit le faire avec ses citoyens afin qu'ils s'associent au projet et le soutiennent. Discutons de l'Europe dès à présent, pour ensuite pouvoir jeter les bases de l'idéalisation et de la réalisation du meilleur modèle de société que le monde ait connu.

João Pedro Videira

Président du conseil national de la jeunesse du Portugal
joao.videira@cnj.pt

24 JUN
14H15-15H15 (CET)

TALK WITH FORMER MEMBERS OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND PORTUGUESE YOUTH

WHAT DO I WANT FOR THE FUTURE OF THE EU?

#FUTUREOFEUROPE
#THEFUTUREISYOU

Zoom EuroparlFMA parlamento.europeu PE_Portugal

Parlamento Europeu

Poster de la réunion virtuel de l'AAD avec de jeunes Portugais

COOPERATION AVEC LA MHE

Lettre adressée à la présidence conjointe de la Conférence sur l'avenir de l'Europe



Bruxelles, 12 Mai 2021

Présidence conjointe de la
Conférence sur l'avenir de
l'Europe
Premier ministre António Costa
Président David Maria Sassoli
Présidente Ursula von der Leyen

**Re : La Maison de l'histoire
européenne et l'importance
de l'enseignement de
l'histoire européenne**

Mesdames et Messieurs les
Présidents,

Je vous écris, à ce moment
crucial de l'histoire de l'Union
européenne, en ma qualité
de président du conseil
d'administration de la Maison
de l'histoire européenne (MHE).

Comme vous le savez peut-être,
la MEH - un projet du parlement
européen soutenu par la
Commission européenne - est
unique dans l'enseignement
des multiples facettes de
l'histoire européenne. Depuis
son ouverture en 2017, elle a

délivré un message éducatif
cohérent - à travers notre
continent varié et au-delà - aux
enseignants, aux étudiants et
à un nombreux public. Il a créé
des ressources d'apprentissage
de l'histoire compatibles avec
les programmes scolaires.

La MEH est véritablement
novatrice incitant les visiteurs
ou les étudiants à s'interroger
sur l'histoire et à explorer nos
succès et nos revers qui ont
contribué à définir le continent
européen, l'UE et ses peuples.

Au cœur de l'approche et des
ressources d'apprentissage
de la MEH se trouvent le
développement de la pensée
critique et analytique et
la capacité de remise en
question. Tous les supports
d'apprentissage développés
pour les enseignants, les
étudiants, les familles et les
publics adultes du musée
partent d'une position
de questionnement et
encouragent les visiteurs
de tous âges à examiner
et à évaluer ce qu'ils
voient, entendent, lisent et
expérimentent. La MEH crée
également un forum d'échange
de points de vue et de bonnes
pratiques, ciblant un large
éventail de professionnels,
notamment des enseignants,
des éducateurs de musée, des
associations et des réseaux
historiques.

Cette approche, qui combine
un contenu historique de haut
niveau et la promotion de la
pensée critique, a été au cœur

du succès continu de la Maison
de l'histoire européenne. Elle
développe son profil numérique
et élargit son champ d'action.
Cependant, je pense que nous
sommes tous d'accord pour
dire que nous devons faire
plus. J'insiste sur le fait que
l'enseignement de l'histoire
européenne ne doit pas être
une nouvelle victime de ce
nivellement par le bas.

Je saisis donc cette occasion
pour vous demander
instamment, en tant que
présidents de la Conférence
sur l'avenir de l'Europe, de
vous engager explicitement à
accroître les investissements
dans l'enseignement de
l'histoire européenne dans
toute l'Union européenne, en
particulier dans les écoles.
Les commentaires inscrits
dans le livre d'or de la MEH
par des visiteurs britanniques
en 2018/2019, disant: " si
seulement ils avaient visité
la MEH avant le référendum
britannique, ils auraient été
mieux informés ", ne peuvent
être un cas isolé et méritent
une réponse au niveau
européen.

Bien à vous,

Dr **Hans-Gert Pöttering**
Président du Conseil
d'administration de la MHE;
Ancien président du Parlement
européen



Hans-Gert Pöttering ©Union Européenne
2021

*** Ce texte a été traduit par le
secrétariat de l'AAD.**

Extraits de la lettre de réponse d'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne.



Bruxelles, 28. 07. 2021

Lieber Herr Pöttering

L'histoire joue un rôle crucial si nous souhaitons impliquer davantage nos citoyens dans le cycle d'élaboration des politiques aux niveaux national et européen et si nous attendons d'eux qu'ils nous soutiennent et soient proactifs pour relever les défis de notre société.

Sans la connaissance de l'histoire et les leçons que nous en tirons, il est difficile de s'interroger sur les questions politiques, sociales ou éthiques de notre société

Je suis d'accord pour dire que nous sommes confrontés à des défis majeurs et que l'éducation est sans aucun doute une partie de la solution. L'éducation a besoin et mérite d'être stimulée, en particulier au niveau de l'enseignement général. Nous

devons faire plus et mieux coordonner nos efforts.

Le vice-président Schinas s'est engagé à promouvoir le mode de vie européen. Avec la commissaire Gabriel, qui est également membre du conseil d'administration que vous présidez, il s'efforce de faire de l'espace européen de l'éducation une réalité.

Dans ce contexte, mes services mettent en place un groupe de travail spécifique sur l'égalité et les valeurs dans l'éducation et la formation. Il permettra des échanges avec les États membres sur des questions européennes pertinentes, notamment la promotion des connaissances sur l'histoire de l'Union européenne.

Plus concrètement, le programme Erasmus + a prolongé l'action Jean Monnet dans le domaine de l'enseignement général.

Des subventions seront offertes pour l'éducation et la formation des enseignants ainsi que pour une nouvelle initiative de l'UE en matière d'apprentissage, afin d'introduire les questions européennes dans les salles de classe, dans les écoles et les établissements

d'enseignement et de formation professionnelles. Ainsi, nous visons à renforcer le contexte historique, conformément aux objectifs de la Maison de l'histoire européenne. Ces actions contribuent à l'élaboration de matériel actualisé sur les questions européennes, afin que les enseignants aient accès à des méthodologies modernes dans les matières liées à l'Union européenne, pour aider les écoles à concevoir et à intégrer des contenus européens dans leurs activités.

La Commission progresse également dans le renforcement des relations avec le Conseil de l'Europe, notamment en évaluant les meilleures méthodes pour contribuer et soutenir les activités de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire, récemment créées. Je vous félicite pour le travail impressionnant de la Maison de l'histoire européenne, un travail qui est complémentaire aux efforts de la Commission européenne, et qui a notre plein soutien.

Ursula von der Leyen

Présidente de la Commission européenne

** Ce texte a été traduit par le secrétariat de l'AAD.*



Ursula von der Leyen ©Union Européenne 2021

ÉVÉNEMENTS À VENIR

ACTIVITIES

27-28
SEPTEMBRE 2021

Visite en Slovaquie

Une délégation de l'AAD se rendra en Slovaquie, pays qui assure la présidence du Conseil de l'UE.

2-5
NOVEMBRE 2021

Visite d'étude en Roumanie

Une délégation de membres de l'AAD se rendra en Roumanie en novembre 2021. Les membres rencontreront des représentants du Parlement, du gouvernement et de la société civile ainsi que des étudiants universitaires.

7
DECEMBRE 2021

Débat politique - 15 ans du programme EP to Campus

Un débat de haut niveau sera organisé à l'occasion du 15ème anniversaire du programme "EP to Campus". Les détails seront communiqués ultérieurement par email.

7
DECEMBRE 2021

20e anniversaire de l'AAD

Cette année de célébrations culminera avec un événement spécial. De plus amples informations seront communiquées ultérieurement par email.

8
DECEMBRE 2021

Ensemble pour l'avenir de l'Europe

Un événement de la série "Ensemble pour l'avenir de l'Europe" aura lieu de 10h00 à 13h00. Les détails seront communiqués ultérieurement par email.

** En raison des incertitudes liées à la pandémie de Covid-19, il vous est conseillé de ne pas acheter de billets d'avion ni de prendre d'autres engagements financiers avant d'avoir reçu la confirmation du format de l'événement de la part du Secrétariat.*

NOUVEAUX MEMBRES



**Alima
BOUMEDIENE
THIERY**
(France
1999-2004
Verts/ALE)



**Cătălin Sorin
IVAN**
(Roumanie
2009-2019
S&D)



**Derk Jan
EPPINK**
(Pays-Bas
2009-2021
CRE)

BIENVENUE DE RETOUR

Nous sommes heureux d'accueillir à nouveau Derk Jan Eppink au sein de l'AAD après son mandat 2019-2021.

AAD AU TRAVAIL

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Hans-Gert
PÖTTERING



Monica BALDI



Jean-Pierre
AUDY



Teresa RIERA
MADURELL



Michael
HINDLEY



Brigitte
LANGENHAGEN



Miguel
Angel MARTÍNEZ
MARTÍNEZ



Edward
McMILLAN-
SCOTT



Pier Antonio
PANZERI



Manuel PORTO

BUREAU DE L'AAD

Président: **Hans-Gert PÖTTERING**

Vice-Présidente: **Monica BALDI**

Secrétaire: **Teresa RIERA MADURELL**

Trésorier: **Jean-Pierre AUDY**

LISTE DES RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité de rédaction du Bulletin AAD:

Mme Langenhagen (présidente), M Audy, Mme Baldi, M McMillan-Scott et Mme Riera Madurell.

PE au Campus: M Hindley (Président) et M Porto.

Relations avec la commission des budgets, DG Finance: M Audy.

Dîner Débat : Mme Baldi et M Panzeri.

Délégués au Bureau de l'Association européenne des anciens membres: Mme Langenhagen (Vice-Présidente de la FP-AP) et M Martínez Martínez. Si nécessaire, Mme Langenhagen sera remplacée par M Audy et Martínez Martínez sera remplacée par Mme Riera Madurell.

Délégués à l'Assemblée générale annuelle, séminaires et colloques de l'FP-AP: Mme Langenhagen, M Martínez Martínez et M Audy (Si nécessaire, ils seront remplacés par Mme Riera Madurell). Outre les déléguées AAD ou leurs suppléantes et en accord avec le FP-AP, d'autres membres du Comité AAD peuvent participer aux séminaires ou colloques annuels à leurs frais.

Relations avec les associations d'anciens membres hors Europe: M Audy et M Martínez Martínez.

Relations avec les groupes de réflexion, les instituts de politiques, les fondations: Mme Riera Madurell (présidente), Mme Baldi et Mme

Langenhagen.

Archives: Mme Baldi.

Communication AAD:

Mme Baldi (présidente), M Hindley et Mme Langenhagen.

Groupe de travail sur le soutien à la démocratie et l'observation des élections: Mme Langenhagen (présidente), M Hindley, M Martínez Martínez, M McMillan-Scott, M Panzeri et Mme De Keyser (membre AAD à titre consultatif).

Relations avec la Maison de l'histoire européenne: M Martínez Martínez.

Relations avec l'Institut universitaire européen (IUE): Mme Baldi.

IN MEMORIAM



António Antero COIMBRA MARTINS

✝ 19 Mai 2021

PSE, Portugal (1986-1994)

Il a été membre portugais du Parlement européen. Au niveau national, M. Coimbra Martins représentait le "Partido Socialista".



Siegbert ALBER

✝ 4 juin 2021

PPE-ED, Allemagne (1979-1997)

Il a été membre allemand du Parlement européen. Au niveau national, M. Alber a représenté la "Christlich Demokratische Union Deutschlands".



Gian Piero BONIPERTI

✝ 17 juin 2021

FE, UPE, PPE-ED, Italie (2014-2019)

Il a été membre italien du Parlement européen. Au niveau national, M. Boniperti représentait le parti "Forza Italia".



Ian WHITE

✝ 27 juin 2021

PSE, Royaume-Uni (1989-1999)

Il a été membre britannique du Parlement européen. Au niveau national, M. White a représenté le parti travailliste.



GÉNÉRATION FUTURE

©AdobeStock

Genre et NextGenerationEU

L'instrument de l'Union européenne pour la relance, «Next Generation EU», a été créé par le Conseil européen en juillet 2020 pour soutenir les États membres touchés par la pandémie de COVID-19. Il vise à en contenir les dégâts en relançant l'économie grâce à des investissements dans l'économie verte et le numérique, au moyen d'un ensemble de mesures et d'incitations économiques.

Il est important de rappeler qu'il ne s'agit pas juste d'un plan de relance: c'est une occasion unique de sortir de la pandémie en étant plus forts, de transformer nos économies et nos sociétés.

Les fonds sont répartis entre les États membres en fonction de l'impact de la COVID-19 sur leur économie nationale. Ils sont conditionnés à la présentation d'un plan national décrivant les réformes et les investissements qui seront réalisés jusqu'en 2026 pour mener à bien une réforme structurelle du pays.

Dans cette première phase, 12 pays ont vu leur plan national pour la reprise et la résilience approuvé: l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, la Lettonie, le Luxembourg, le Portugal



et la Slovaquie.

Chacun des plans nationaux respectait des critères préétablis, concentrant les projets d'investissement et de dépense sur un certain nombre de domaines d'action «piliers», notamment: la transition verte, la transformation numérique, une croissance intelligente, durable et inclusive, la cohésion sociale et territoriale.

La crise du coronavirus a mis en évidence les discriminations. Next Generation EU s'est donc fixé comme objectif de créer «un avenir plus équitable» en soutenant partout l'égalité entre les femmes et les hommes.

La présidence italienne du G20 – le forum international qui réunit les principales économies mondiales – a souligné que l'humanité est confrontée à d'immenses défis mondiaux, qui ont des répercussions directes sur la vie et le bien-être de la population mondiale.

La pandémie a causé de profonds dommages: elle a affecté négativement les systèmes de santé, les taux de pauvreté, les performances de l'économie mondiale, le changement climatique et les inégalités. Il est essentiel d'œuvrer à des solutions communes, pour mieux reconstruire et garantir une croissance plus verte et résiliente.

Dans un monde toujours plus interconnecté, le multilatéralisme est essentiel pour relever les défis tels que l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est pour la

première fois une préoccupation centrale du G20, avec des propositions concrètes en matière de travail, de soutien aux services et d'incitations pour les entreprises en faveur du développement des carrières féminines. Le G20 des femmes, qui s'est réuni à Rome du 15 au 15 juillet, a abordé des thèmes essentiels tels que la lutte contre la violence à l'égard des femmes, la protection des jeunes filles, le chômage des femmes et l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes.

Plutôt que d'égalité, nous devons parler d'«équité» pour construire une société juste et équitable, dotée de services sociaux et d'infrastructures adéquats et proportionnés pour répondre à tous les besoins. Il reste beaucoup à faire en matière de culture et de formation, en particulier compte tenu du phénomène des féminicides et de la violence à l'égard des femmes, qui a malheureusement augmenté de manière exponentielle au cours de cette pandémie. Il est donc nécessaire d'investir des ressources à la fois financières et humaines pour pouvoir relever les défis recensés par Next Generation EU de manière équitable et avec l'aide de tous, en particulier des jeunes.

Next Generation EU ébauche un plan pour les nouvelles générations de l'Union et peut véritablement être un investissement dans l'avenir des jeunes, si on leur donne la parole.

Monica Baldi

PPE-ED, Italie (1994-1999)
baldi@monicabaldi.eu

Réinventer l'Europe: Impliquer la jeune génération est essentiel pour l'avenir

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les échecs, les fractures et les fissures de notre société, et elle a frappé particulièrement durement la jeune génération. Les jeunes ont souffert plus que d'autres des conséquences de la crise économique causée par les confinements décidés dans la plupart des pays pour contenir la pandémie. Un rapport récent de l'Organisation internationale du travail montre que, dans le monde, les travailleurs âgés de 15 à 24 ans ont été affectés par une perte d'emploi 2,5 fois plus importante que celle des travailleurs plus âgés. Les écoles ont renoncé à l'enseignement en se

retranchant sur des plateformes numériques utilisées avec des méthodes pédagogiques qui

d'utiliser ont disparu. Il est devenu plus difficile d'accéder à un emploi. Ce phénomène a accéléré une

"Les jeunes ont souffert plus que d'autres des conséquences de la crise économique causée par les confinements décidés dans la plupart des pays pour contenir la pandémie."

n'étaient pas toujours appropriées. Les possibilités de travail en réseau avec les entreprises que les étudiants avaient l'habitude

tendance à moyen terme: selon l'OCDE, l'accès des jeunes à des emplois de qualité exigeant des niveaux moyens de préparation a été inférieur au nombre de personnes ayant quitté ces emplois au cours des deux dernières décennies. Et cela ne s'explique pas uniquement par des raisons démographiques.

La polarisation des ressources économiques est un problème sous-jacent qui pénalise particulièrement les jeunes. Plusieurs analyses de la répartition des richesses indiquent une concentration des ressources au niveau du centile supérieur. En 2016, plus de la moitié de la richesse mondiale était entre les mains des 1% les plus riches de la planète (Oxfam). Et plus les inégalités sont importantes, plus la mobilité sociale est faible (The Spirit Level). Dans de nombreux cas, cela s'accompagne d'une diminution relative de l'espace de travail pour la classe moyenne, tandis que la croissance de l'emploi



Environ la moitié des ménages de jeunes ont subi une forme de perturbation liée à l'emploi depuis le début de la pandémie de COVID-19, 2020. ©OCDE

"Si l'Europe veut avoir un avenir, elle doit reconnaître que cet avenir sera écrit par ceux qui sont jeunes aujourd'hui."

est polarisée entre le bas et le haut de l'échelle (OCDE). Pour les jeunes, ces phénomènes se traduisent par une difficulté accrue à accéder à des possibilités de développement professionnel: bien sûr, les emplois précaires de l'économie des petits boulots restent toujours accessibles, mais les possibilités sont relativement réduites en ce qui concerne l'accès à des emplois de qualité (David Blanchflower). Ce manque d'espoir en l'avenir se traduit par un mouvement d'indignation et une orientation vers d'autres perspectives politiques, ce qui souligne une fracture croissante au sein de la société entre l'ancien mode de pensée et le nouveau (Manuel Castells – Networks of Outrage and Hope).

Pourtant, nous avons besoin des idées de la jeune génération pour nous adapter. Nous avons besoin des contributions de ceux qui sont nés avec le numérique pour mieux comprendre comment envisager différemment les défis que ces technologies entraînent. Keynes a dit un jour: «La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes.».

Dans la société en réseau, fondée sur les

médias numériques et l'économie financière, les ressources se polarisent de manière presque organique, en l'absence de correctifs adéquats et d'incitations à rechercher des solutions nouvelles. Depuis longtemps, l'Europe a entamé un réexamen des règles régissant les données, l'intelligence artificielle et les services numériques, au nom d'une conception sensible aux droits de l'homme. Elle a pensé à orienter l'innovation vers la transition écologique et la durabilité, sans oublier les principaux thèmes de l'inclusion sociale. Mais elle n'a pas axé ses politiques sur les jeunes. La tâche de réinventer l'Europe consiste également à ouvrir des portes aux jeunes, qu'ils aient un talent exceptionnel ou qu'ils soient des êtres humains ordinaires. Le mérite de la première catégorie ne doit pas annuler l'importance de poursuivre l'objectif d'une meilleure qualité de vie pour tous. Le terrain d'entente est

facile à trouver: les jeunes sont ceux qui reconnaissent le mieux l'importance de la transition écologique et qui s'engagent activement à changer le cours de l'histoire dans une direction respectueuse de l'environnement. Si l'Europe veut avoir un avenir, elle doit reconnaître que cet avenir sera écrit par ceux qui sont jeunes aujourd'hui.

Est-ce possible de le faire sans les faire participer et les écouter? Re-Imagine Europa a conçu une voie de recherche et d'action pour associer la jeune génération à la production d'idées et de projets, une plateforme pour une participation émotionnelle et rationnelle à la conception conjointe de possibilités pour leur qualité de vie et l'expression de leurs idées. Les discours qui semblent aujourd'hui submerger les jeunes et les conforter dans leurs craintes, leur désengagement et leur incertitude peuvent être transformés. Et le système de plateformes dans lequel les jeunes vivent aujourd'hui leur vie sociale peut être enrichi par d'autres possibilités afin de renforcer une diversité qui ne soit pas source de division.



Erika Widegren

Directrice générale de Re-Imagine Europa (RIE).

erika.widegren@reimagine-europa.eu
&

Luca De Biase

Directeur de la recherche et des médias de Re-Imagine Europa (RIE).

luca.debiase@reimagine-europa.eu

La COVID-19 risque de créer une nouvelle génération de jeunes laissés pour compte

Les jeunes européens ont particulièrement souffert des suites de la dernière crise: chômage élevé et persistant et perspectives parties en fumée. Certains pays comme l'Italie ou l'Espagne affichaient déjà un taux de

"L'Europe ne peut pas se permettre, une fois de plus, d'oublier sa jeunesse. "

chômage des jeunes persistant avant la pandémie, à des niveaux plus élevés qu'avant la crise financière mondiale. Il faudrait encore une décennie pour surmonter une nouvelle poussée du chômage due à la COVID-19. En effet, il serait judicieux que les dirigeants européens prennent dès à présent des mesures vigoureuses pour éviter qu'une génération ne soit sacrifiée.

La pandémie a coûté leur emploi à plus d'un million de jeunes âgés entre 15 et 24 ans dans l'Union européenne depuis mars 2020. Le taux de chômage des jeunes est passé de 15% à 17% entre mars 2020 et mars 2021, tandis que celui des personnes de plus de 25 ans était environ 2,5 fois moins élevé et n'a augmenté que de moins de 1%. En outre, la pandémie a touché encore plus durement certains pays de l'Union, comme l'Espagne ou la Lituanie. En effet, le taux de chômage des jeunes espagnols est passé de 32,5% en 2019 à 38% en 2020, tandis que ce taux est passé de 12% à 20% en Lituanie au cours de la même période.

Le taux de chômage n'offre qu'une vue partielle de la situation, car certains jeunes ne remplissent pas les conditions requises pour pouvoir prétendre aux allocations de chômage. Ils ne disposent en général pas d'une expérience professionnelle suffisante. Lorsque l'on examine le taux d'emploi, on constate que la baisse est encore plus forte chez les jeunes. Cela peut s'expliquer

par le fait que les jeunes travaillent dans les secteurs les plus touchés, comme l'hôtellerie et la restauration. Cependant, une autre explication serait que les jeunes travailleurs ne bénéficient pas d'une protection sociale suffisante. En Pologne, où le nombre de jeunes ayant quitté le marché du travail est plus élevé que partout ailleurs, une proportion considérable de jeunes (environ 150 000) n'a



Jeune femme à la recherche d'un emploi dans une agence pour l'emploi ©Union Européenne Source : PE

jamais demandé d'allocations de chômage. Pour y prétendre, il faut justifier d'un an d'expérience professionnelle, ce qui est peu pour les jeunes travailleurs.

L'Europe ne peut pas se permettre, une fois de plus, d'oublier sa jeunesse. Les institutions européennes et les décideurs politiques nationaux doivent agir de manière résolue pour éviter qu'une nouvelle génération ne soit sacrifiée. Tout d'abord, il convient d'accorder la priorité à une politique macroéconomique européenne saine. La durée de la dernière récession a nui à la reprise de l'emploi des jeunes au sein de l'Union. Le resserrement prématuré des politiques budgétaire et monétaire a entravé la reprise économique. En réponse à la pandémie de COVID-19, les décideurs politiques européens n'ont pas répété cette erreur et ont apporté une réponse budgétaire et monétaire appropriée. Malgré cela, les pays devront continuer à apporter leur soutien en 2022 et en 2023.

Ensuite, les décideurs politiques

"Après la crise financière mondiale, le financement de l'éducation, des investissements et des dépenses en faveur des familles a été réduit dans de nombreux pays de l'Union au détriment des jeunes. "

doivent mettre en place des programmes ciblés pour soutenir le recrutement et le maintien dans l'emploi des jeunes travailleurs. La Commission européenne a tenté de s'attaquer à ce problème grâce au train de mesures de soutien en faveur de l'emploi des jeunes, y compris le programme de garantie pour la jeunesse, un outil utilisé avec succès par le passé. Elle a également prolongé le «pont vers l'emploi», la proposition sur la formation et l'enseignement professionnels ainsi que sur l'apprentissage.

Après la crise financière mondiale, le financement de l'éducation, des investissements et des dépenses en faveur des familles

a été réduit dans de nombreux pays de l'Union au détriment des jeunes. L'apprentissage à distance a fait que de nombreux enfants, en particulier ceux issus de familles à faibles revenus, n'ont pas pu suivre leurs cours dans de bonnes conditions. De nombreux pays paient le prix fort d'une numérisation lente des écoles et des universités. En Allemagne, après plus de six mois de COVID-19, de nombreuses écoles n'ont toujours pas mis en place de véritables systèmes d'apprentissage en ligne.

Grâce aux programmes de politiques budgétaire et monétaire, des investissements massifs sont actuellement réalisés. Un investissement est rentable lorsqu'il offre un rendement élevé à l'avenir et il n'existe pas de meilleur investissement que les jeunes européens.



Jeunesse et drapeau européen © Union Européenne, 2020

Guntram B. Wolff
Directeur de Bruegel
&

Monika Grzegorzczuk
Assistante de recherche chez Bruegel
monika.grzegorzczuk@bruegel.org

Reproduction - UE: le principe des "cinq pommes de terre"

Ma grand-mère m'a appris à gérer mes ressources comme elle l'avait elle-même appris de sa grand-mère. S'il vous reste cinq pommes de terre, vous pouvez en manger trois, en garder une en prévision de temps difficiles et en planter une l'année suivante.

L'Union a vécu au-dessus de ses moyens, tant au regard des ressources naturelles que des ressources humaines. La pandémie de COVID-19 et la crise économique qu'elle a engendrée ont touché de plein fouet l'économie et la société, notamment les jeunes. Les écoles ont fermé leurs portes, le monde est passé au numérique et nos communautés rurales et moins prospères se sont retrouvées «coupées du réseau». Il est désormais flagrant que nous avons été incapables de garder une pomme de terre pour l'année prochaine et une autre en prévision de temps difficiles.

"Aujourd'hui, à la croisée des chemins, un choix s'offre à nous: continuer à nous comporter comme avant, agir différemment afin d'assurer le bien-être de tous ou exclure une partie de la société et défendre le bien-être de quelques-uns au détriment des autres. "

Aujourd'hui, à la croisée des chemins, un choix s'offre à nous: continuer à nous comporter comme avant, agir différemment afin d'assurer le bien-être de tous ou exclure une partie de la société et défendre le bien-être de quelques-uns au détriment des autres. La plupart des États membres de l'Union et les partis politiques traditionnels se sont engagés en faveur du deuxième scénario, même s'ils reviennent souvent à la première option, se dérobant à la possibilité de réaliser la transition. Dans l'intervalle,

les populistes défendent, eux, la troisième voie au détriment des valeurs européennes. Nous ne devons pas laisser ressurgir le sombre passé du XXe siècle.

Le cadre financier pluriannuel (CFP) et l'instrument de l'Union européenne pour la relance peuvent former le point de départ de la régénération des ressources destinées à notre prochaine génération. L'important, c'est de semer. Il n'en faut pas plus, car même si l'instrument de relance apportera une aide supplémentaire pendant quelques années, le CFP ne représente toujours qu'un pour cent du PIB de l'Union. Sans parler de l'année 2058, lorsque nos enfants rembourseront notre dette, car nous aurons consommé plus de trois pommes de terre pendant des décennies consécutives. Tout cela à l'ère de la «VUCA» (volatility, uncertainty, complexity, ambiguity), c'est-à-dire, de la volatilité, de l'incertitude, de la complexité



Conférence de Presse de David Maria Sassoli, Président du PE - Budget à long terme de l'UE - CFP ©Union Européenne 2020 - Source : PE



Edit Herczog ©Union Européenne 2015 - Source EP

et de l'ambiguïté, alors que les prochains «temps difficiles» se profilent à l'horizon: pandémie mortelle, crise financière, flux migratoire dû à des conditions météorologiques extrêmes ou inondations de zones côtières. Le CFP et l'instrument de relance sont nos pommes de terre à utiliser en cas de coups durs et à planter pour l'année prochaine.

Les électeurs d'aujourd'hui ne sont pas les seuls à devoir juger de l'utilité de planter des pommes de terre. C'est à leurs enfants et à leurs petits-enfants qui ne sont pas encore nés d'en décider. Le CFP et l'instrument de relance sont des nouveaux outils destinés à remplacer le court-termisme des cycles électoraux de quatre ans

par une vision à plus long terme de cinq ans. C'est aux dirigeants de la génération actuelle, qui puisent dans les ressources des générations futures, qu'il appartient de faire le grand saut et d'inverser les tendances. Ce qui doit nous guider au cours des prochaines décennies doit être d'honorer nos promesses et d'utiliser les ressources générées pour créer de nouvelles perspectives par différents moyens d'action: changer notre comportement dans l'intérêt de la planète et du climat; constituer des réserves afin de garantir la résilience de nos économies et de faire en sorte que la coopération avec nos partenaires ne nous rend pas dépendants, mais qu'elle procède d'un choix; investir et

"C'est aux dirigeants de la génération actuelle, qui puisent dans les ressources des générations futures, qu'il appartient de faire le grand saut et d'inverser les tendances. "

s'adapter à la réalité économique qui évolue; et préparer notre main-d'œuvre afin de défendre le modèle social européen de demain. Il s'agit d'un engagement visant à garantir les valeurs fondamentales de l'Union à long terme.

La double transition écologique et numérique nécessite beaucoup d'investissements à haute intensité de capital dans les nouvelles technologies, mais nous devons également nous intéresser à nos réserves humaines. Les fractures sociale, géographique et entre les parties prenantes se creusent sur le marché du travail. Ce dont nous avons besoin afin de motiver les citoyens et de gagner leur adhésion, c'est un recyclage professionnel de masse pour faire face à la double transition écologique et numérique associée à des garanties organisationnelles. L'engagement social de Porto permettra de mettre en valeur cette mine d'or que constituent nos citoyens

La conditionnalité relative à l'état de droit, sous le contrôle et la surveillance institutionnelle du Parlement, peut fournir l'engrais (écophile) pour nos pommes de terre, plantées dans le sol grâce à notre base de connaissances, cultivées par notre vivier de talents compétitifs et par nos dirigeants, florissant sous le soleil des valeurs européennes et de la recherche de consensus, et récoltées par nos citoyens.

Edit Herczog

S&D, Hongrie (2004-2014)
mrs.edit.herczog@gmail.com

Ce filet qui nous soutient et qui représente mon avenir

Madame Kage, Diplômée en biologie, vous êtes aussi philosophe, artiste, cheffe d'entreprise, microphotographe et chercheuse en biologie, sans oublier vos nombreux engagements bénévoles dans différents domaines de la protection de la nature et de l'environnement.

Comment envisagez-vous votre avenir, en tant que membre de la génération qui nous succèdera et au travers du prisme de la pandémie de COVID-19, qui concerne chacun de nous?

Le coronavirus nous enseigne à porter un regard nouveau sur le monde et, surtout, sur la nature.

Ce virus met en péril notre santé et de nombreuses vies. Vous êtes jeune, ce qui ne vous empêche pas de poursuivre sans relâche l'œuvre à laquelle votre père a consacré sa vie.

Avant tout: Les fantastiques réseaux que crée la nature se retrouvent jusque dans les formes de vie microscopiques les plus infimes. Ils y déploient une complexité immense, mais font aussi preuve d'une capacité de résistance. Mon père a consacré sa vie à la recherche des liens les plus profonds qui maintiennent notre monde uni. Son objectif était de mettre la microphotographie et ce «Science Art» qui lui était propre au service de la complexité, de la beauté et de la sensibilité de la nature, de manière suffisamment visuelle et évocatrice pour que chacun puisse les toucher du doigt.

La microphotographie peut permettre à l'œil humain

d'appréhender d'une manière inédite et surprenante les mécanismes naturels qui resteraient autrement invisibles et qui sont associés à nos identités culturelles, c'est-à-dire à la manière dont nous vivons.

La nature n'est pas un produit de supermarché! Elle est au contraire un élément fondamental de ce qui nous entoure et de nous. Est-elle donc nécessaire à la vie?

Tout ce que nous voyons aujourd'hui autour de nous est né d'un point microscopique, immensément petit!

Les producteurs d'oxygène microscopiques, les organismes qui filtrent l'eau et les étapes les plus petites de nos réseaux alimentaires, entre autres, forment avec une inventivité sans limite et un sens de l'esthétique fabuleux la structure fondamentale de notre planète, aujourd'hui indispensable à la vie humaine. Ils préservent aussi le grand réseau global dans lequel s'inscrivent tous les êtres vivants.

Tout ceci semble très philosophique et abstrait!

Nous ne pouvons plus nous permettre de continuer à vivre comme aujourd'hui. Inévitablement, nous devons modifier nos habitudes; apprendre à renoncer et à se concentrer sur l'essentiel sera la clé de notre nouvel avenir commun. La réussite de cette transition dépendra de nombreux facteurs: la circonspection, la courtoisie et le respect, mais aussi le courage,

la vaillance et l'humilité, la clairvoyance et la confiance!

Outre la politique, c'est de plus en plus à la science, moins habituée à tant d'attention, que nous avons fait appel pour lutter contre ce nouveau virus et ses variantes.

Nous parviendrons ensemble à relever les défis actuels et ceux à venir, et notre capacité à nous développer nous permettra de trouver les solutions appropriées aux exigences et aux problématiques les plus variées.

Pour ce faire, gardons toujours une chose en tête: Notre vie sur cette planète, en Europe, dans ce pays, dans cette démocratie, est un don précieux. Nous ne devons pas la considérer comme un cadeau auquel nous avons droit d'office.

Savourons notre fantastique voyage émaillé de découvertes et abordons notre avenir avec toute la curiosité et la soif de connaissances dont nous sommes capables, ainsi qu'avec courage, détermination et une grande richesse d'idées!

Je trouve particulièrement vraie la phrase de William Shakespeare: «L'espérance vertueuse va vite»! Je me sens obligée vis-à-vis d'elle.

Ninja-Nadine Kage

www.kage-mikrofotografie.de
www.schlossweissenstein.de

interviewée par **Brigitte Langenhagen**

PPE-ED, Allemagne (1990-2004)
brigitte-langenhagen-cux@t-online.de

Comment les jeunes perçoivent-ils l'UE?

Depuis les élections européennes de 2019, les jeunes européens prennent de plus en plus d'importance au sein de l'Union européenne, car ce sont eux qui se sont montrés les plus favorables à une plus grande présence de l'Europe dans leur quotidien, faisant croître de manière significative leur participation aux élections européennes. Dans le même temps, cette génération est celle qui a le plus souffert des conséquences socioéconomiques de la crise sanitaire, en raison de l'augmentation du chômage des jeunes. L'Union l'a donc mise au centre de sa politique et a même nommé le Fonds de son Plan de relance NextGenerationEU: «fonds de la prochaine génération». Les plus jeunes sont en effet ceux qui bénéficieront le plus de ce fonds, bien que ce soit également eux

“L'Union l'a donc mise au centre de sa politique et a même nommé le Fonds de son Plan de relance NextGenerationEU: «fonds de la prochaine génération».”

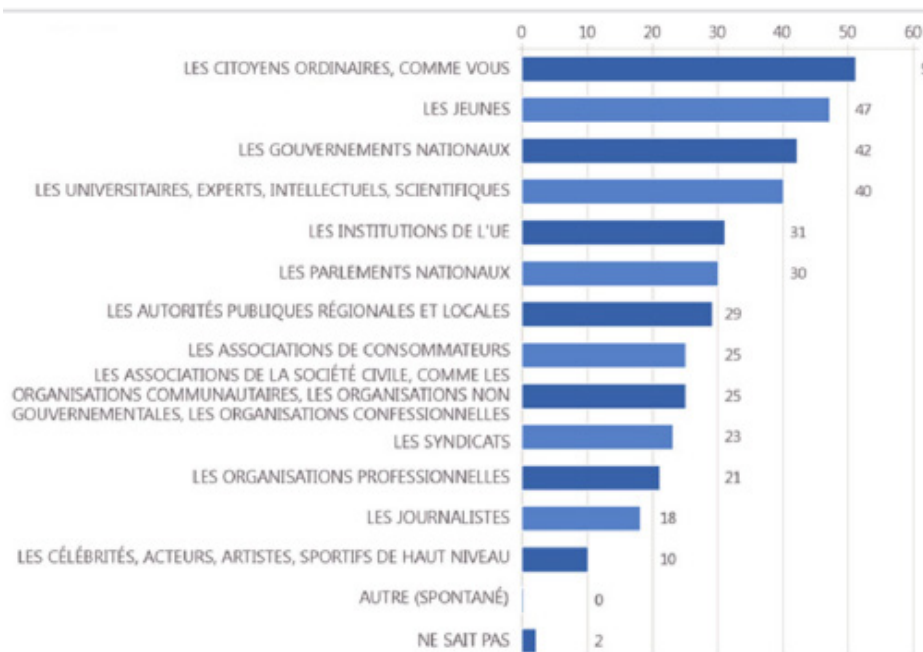
qui contribueront à terme à le rembourser. Mais alors, comment les jeunes de la génération Erasmus perçoivent-ils l'Union européenne? Quel est leur rôle au sein de la conférence sur l'avenir de l'Europe?

Le terme «génération Erasmus» désigne généralement les personnes âgées de 16 à 35 ans et fait référence, comme son nom l'indique, aux jeunes qui sont nés après la création du programme

Erasmus+ (dont nous fêterons l'an prochain les 35 ans), mais aussi de l'espace Schengen, de l'Union européenne, et même pour certains, de l'euro. Ces circonstances et expériences sont précisément celles qui amènent les jeunes de cette génération à considérer l'Union comme un dû car ils n'ont jamais connu ou imaginé de monde sans son existence. Elle influence pourtant tous les aspects de leur quotidien, de l'argent avec lequel ils s'achètent un café, à leur programme d'études à Bologne, en passant par l'infrastructure du métro et le système de recyclage...

Les jeunes ont donc une vision différente de la construction européenne. En outre, ils ont, dans de nombreux cas, une meilleure opinion de l'Union et sont plus favorables à ce qu'elle dispose de plus grands pouvoirs, comme en témoigne leur engouement lors des élections européennes, au cours desquelles ils ont pu voter pour la première fois, faisant augmenter la participation de 30%.

De la même manière, cette génération, et tout particulièrement les jeunes de 16 à 25 ans, est, selon l'eurobaromètre,



Qui doit participer à la conférence sur l'avenir de l'Europe ? Eurobaromètre spécial 500: L'avenir de l'Europe ©Union européenne, 2021

bien plus favorable au renforcement de l'intégration européenne et à l'élargissement des compétences des institutions en ce qui concerne le climat, la société, les migrations ou l'économie, afin que les États continuent à progresser au sein de l'Union. Il convient donc de

comprendre qu'il n'existe pas de thématiques spécifiques aux jeunes. Nous n'avons pas à nous limiter à de simples échanges entre jeunes sur le chômage des jeunes ou sur le changement climatique. Nous sommes en mesure de donner notre opinion et de la faire valoir, dans tous les sujets, afin refléter l'élan de notre mouvement dans le monde.

C'est peut-être la raison pour laquelle la Commission européenne a donné le nom de NextGenerationEU à son grand plan de relance, qui a

“Nous n'avons pas à nous limiter à de simples échanges entre jeunes sur le chômage des jeunes ou sur le changement climatique. Nous sommes en mesure de donner notre opinion et de la faire valoir, dans tous les sujets, afin refléter l'élan de notre mouvement dans le monde”

pour objectifs de rendre l'Europe plus résiliente et de la faire progresser dans les domaines du développement durable et du numérique, pour répondre notamment à la problématique du chômage des jeunes, à leurs demandes concernant des mesures efficaces de lutte contre le changement climatique et pour apporter une meilleure protection aux utilisateurs et aux natifs du numérique, ce qui est précisément le cas des jeunes de nos jours.

Les jeunes européens sont donc essentiels à la construction

européenne, et leur participation à la conférence sur l'avenir de l'Europe devrait l'être également. Ils y sont cependant peu entendus, malgré les déclarations initiales de la présidente de la Commission Ursula Von der Leyen, qui annonçaient une forte participation des jeunes. La conférence sur l'avenir de l'Europe devra tenir compte de l'existence d'une série de défis que partagent non seulement les jeunes de moins de 25 ans, mais aussi le reste de la génération Erasmus: le chômage des jeunes, le changement climatique... Il est donc fondamental que la conférence sur l'avenir de l'Europe donne voix aux jeunes de plus de 25 ans et de moins de 30 ans, car dans le cas contraire, celle-ci ne sera jamais entendue.



©Union Européenne 2017 - Source : PE

Guiomar Gutiérrez Pascual
*Secrétaire de jeunesse, Conseil
fédéral espagnol du Mouvement
européenguio.pascual@
movimientoeuropeo.org*

Pourquoi il faut tenir compte des préoccupations des jeunes lors de la Conférence

La conférence sur l'avenir de l'Europe permettra à tous les citoyens européens de se réunir pour débattre sur l'Europe de demain. Cet événement constitue une occasion idéale de s'exprimer pour les Fédéralistes et tous ceux qui aspirent

"La conférence devrait être une véritable discussion, significative et inclusive, et non un simple exercice d'écoute."

à faire bouger les choses. La jeunesse a un rôle particulier à jouer à cet égard: non seulement la présidente du Forum européen de la jeunesse a été invitée à participer aux débats en plénière, mais un tiers au moins des représentants des panels de citoyens européens et nationaux devront être âgés de moins

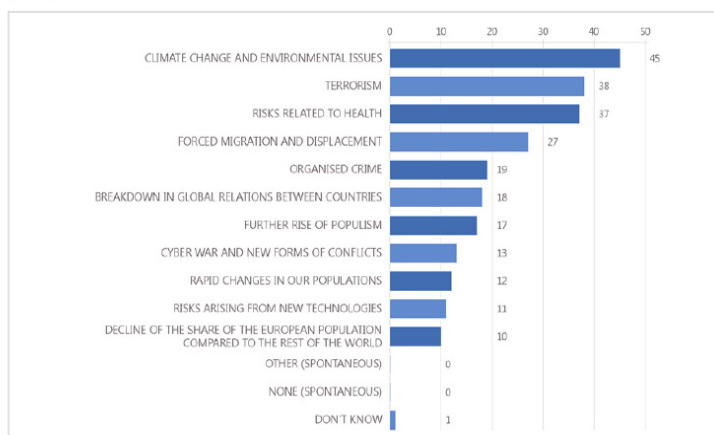
de 25 ans. En outre, le Parlement européen a débloqué des fonds pour soutenir les organisations européennes de jeunesse dans leurs projets liés à l'événement.

Les questions qui seront abordées lors de la Conférence auront des répercussions à bien plus long terme que toutes les autres avant elles.

Depuis le référendum de 2016 sur le Brexit, on entend de plus en plus souvent que les jeunes ne se battent peut-être pas assez pour l'Union européenne. L'argument habituel est que, ayant grandi avec elle, les jeunes ne voient pas toutes les avancées qu'elle a permises, telles que la paix, la démocratie, la libre circulation des personnes, ou même des éléments très concrets comme la suppression des frais d'itinérance en 2017. Il y a sans doute une part de vérité dans ces reproches, mais nous avons pu constater, en tant que Jeunes fédéralistes européens, que les années de crise telles que 2016 ou 2020 ont fait réagir les jeunes, qui cherchent ensuite à s'engager: ceux qui nous ont rejoints ces années-là sont des membres particulièrement motivés de notre organisation de jeunesse non partisane.

D'après l'Eurobaromètre 500, publié en octobre 2020, la plupart des citoyens européens souscrivent à l'affirmation selon laquelle l'Union offre des perspectives d'avenir à la jeunesse. Les notions d'«avenir» et de «jeunesse» sont clairement liées. La conférence sur l'avenir de l'Europe doit donc

QA12 Which of the following do you think are the main global challenges for the future of the EU? (MAX. 3 ANSWERS) (% - EU)



Parmi les éléments suivants, quels sont, selon vous, les principaux défis mondiaux pour l'avenir de l'UE ? Eurobaromètre spécial 500 : L'avenir de l'Europe ©Union européenne, 2021

"L'esprit européen n'est peut-être pas toujours aligné avec le fait d'être en faveur de la façon" dont l'UE est gérée".

prendre en compte deux aspects: premièrement, les différents acteurs concernés doivent mener une campagne de communication efficace pour encourager les jeunes à participer massivement à ce rendez-vous; deuxièmement, la Conférence doit être l'occasion d'un vrai dialogue, constructif et inclusif, et non un simple exercice d'écoute.

Les jeunes sont un ensemble très hétérogène, avec des vécus et des besoins variés, ce qui ne manquera pas de stimuler le débat politique. J'ai toutefois observé, dans mes activités de militante, que les jeunes revendiquent de plus en plus leur identité

européenne, qui se superpose aux autres (nationale, régionale, locale, etc.). Alors que les experts en sciences politiques réfléchissent à la meilleure manière d'établir un espace public européen, les jeunes affichent leur identité européenne sur des réseaux sociaux comme Instagram ou TikTok: des concepts vidéo récurrents spécifiquement européens apparaissent, formant ainsi une communauté «européenne» d'utilisateurs et de créateurs de contenus. Citons par exemple les thèmes «Europeans will always party on these songs» ou «EU citizens be like». En outre, les phénomènes culturels européens tels que l'Eurovision ou l'Euro de football donnent lieu à des discussions animées dans toutes les langues.

On peut se sentir européen sans forcément être d'accord avec la manière dont l'Union est gérée. Si l'Union renie ses valeurs ou manque d'efficacité sur un sujet particulier, la confusion et la déception pourraient

s'accroître. Parfois, les processus politiques sont complexes et on en parle rarement dans les médias; ou peut-être qu'on présente de plus en plus l'Europe comme bouc émissaire. Dans les deux cas, les effets sont les mêmes: la confusion et, potentiellement, une impression d'hypocrisie. C'est malheureusement lié en grande partie au processus décisionnel, puisque certains États membres peuvent décider de bloquer des politiques spécifiques, par exemple en matière d'asile. L'état de droit est régulièrement mis à mal au sein de l'Union. On peut donc se demander pourquoi l'UE tolère cela. En réalité, certaines institutions de l'Union sont très impliquées dans la défense de l'état de droit et d'autres le sont moins, mais cela est trop difficile à expliquer et ne rassure pas beaucoup ceux qui espèrent des améliorations. C'est dans ce genre de cas qu'il est difficile de défendre l'Europe auprès de sa famille et de ses amis et de les convaincre de son bien-fondé.

La conférence sur l'avenir de l'Europe arrive donc à point nommé pour inviter les électeurs de votre circonscription et leur démontrer la valeur ajoutée de l'Union européenne. Nous pouvons faire en sorte que l'Europe règle ses problèmes et vous donne envie de connaître ce qu'elle pourra vous offrir dans le futur.



Leonie Martin

*Présidente des jeunes européens
fédéralistes*

leonie.martin@jef.eu



European Parliament
**FORMER MEMBERS
ASSOCIATION**

Association des Anciens Députés au Parlement Européen

Tél.: + 32(0)2 284 07 03
formermembers@europarl.europa.eu

Parlement européen - Bât. József Antall 02Q073
Rue Wiertz, B-1047 Bruxelles.

www.formermembers.eu

Suivez-nous

 @EuroparlFMA

 @Europarl_FMA